



voir interview page 3

# La Pologne à l'heure de Gdansk

N° 1218 - 25 septembre au 1er octobre 1980 - 4,00 F

## l'humanité rouge

organe central du PCML

# QUI PROTEGE LES NEO NAZIS ?



Photo Elie KAGAN

LES GARDES DU CORPS DE LA FANE ESCORTANT FREDRIKSEN LORS DE SON PROCES LE 19 SEPTEMBRE

# Elections cantonales d'Espelette (Pays basque) Une candidate d'union populaire soutenue par le PCML

A la suite du décès de M. Labéguerie, sénateur-maire de Cambo et conseiller-général du canton d'Espelette, une élection a eu lieu le 21 septembre.

Le canton d'Espelette regroupe sept communes (7000 électeurs). La ville principale, Cambo, compte 4300 habitants. Les activités principales du canton se résument à deux secteurs : la santé et l'agriculture.

**La santé :** ce sont 735 employés de la station climatique de Cambo, pour moitié des femmes, soit 30 % des salariés du canton. Mais de fait, de manière indirecte une grosse majorité de la population vit de la santé : entreprises du bâtiment qui entretiennent les établissements de cure, petits agriculteurs qui leur vendent leurs produits. De plus dans les

familles d'agriculteurs, la santé constitue pour l'un des membres un revenu d'appoint important pour la survie à la terre.

Il s'agit d'établissements privés de santé (anciens sanas reconvertis) avec un patronat de droit divin, héritiers de familles ayant réalisé des fortunes colossales grâce à la tuberculose. Les rapports entre employés et patrons sont souvent de type féodal, les conditions de travail sont dures et les syndicats n'ont réussi à s'implanter qu'avec beaucoup de difficultés. A l'heure actuelle du fait des mesures globales de restriction sur la santé et la Sécurité sociale, du fait de la mise en place de la carte sanitaire, des menaces de licenciements planent. Les patrons sont bien décidés à sauvegarder leurs profits et de plus se servent de ces me-

naces comme un élément de chantage sur l'emploi et les salaires (plus de 5 % de perte du pouvoir d'achat pour l'année 1980).

**L'agriculture :** Il s'agit le plus souvent de petites exploitations (moyenne 15 hectares) en faire-valoir direct axées principalement sur l'élevage (Ovins et bovins). Les petits agriculteurs sont confrontés sans cesse au problème des prix en ce qui concerne la viande et le lait du fait des ententes entre maquignons et les monopoles des sociétés Roquefort et Vilcontal. Ils sont peu organisés, essentiellement dans le syndicalisme officiel.

Politiquement le canton est fortement ancré à droite (80 % des votes à droite) et il y a peu de traditions de luttes.

Dans ce cadre, Bernadette Errotaberea, assistante sociale et militante syndicaliste connue a décidé d'être le porte-parole des luttes et a présenté une candidature dans ce sens. Notre parti présent depuis peu dans le canton, a décidé de soutenir aux côtés du PS, du PSU et du CAN cette candidature, expression de l'unité des travailleurs à la base et dans l'action.

**Les résultats :** Inscrits : 7381 ; Votants : 4579 ; Suffrages exprimés : 4462 ; Louis Genin (UDF) : élu au premier tour. Bernadette Errotaberea obtient 8,13 % des suffrages. Le PCF obtient 4,05 % des suffrages.

## Bernadette Errotaberea parle de sa candidature

Quel sens donnes-tu à ta candidature ?

Bernadette Errotaberea : Il ne s'agit pas de ma candidature ni celle d'un parti mais de celle des travailleurs du canton. Pendant cinq ans j'ai exercé les fonctions d'assistante sociale dans les établissements de soins de Cambo. Je connais leur fonctionnement, les problèmes quotidiens des salariés et des malades. Je milite au plan syndical pour la défense de l'emploi et des droits des travailleurs. Dans le canton, chacun lutte de son côté : petits agriculteurs, employés de la santé, parents, défenseurs de l'environnement, j'ai voulu être le porte-parole de ces luttes.

Ma candidature, contrairement aux autres, n'a pas un but électoraliste, elle est un moyen de lutte.

D'ailleurs ma campagne électorale a été menée de manière autonome par le comité de soutien constitué de personnes appartenant ou non à des organisations politiques. Les partis de gauche qui ont accepté de me soutenir ont pu de leur côté développer leur soutien dans le cadre du comité de soutien.

Je crois que le mot d'ordre de l'une de mes affiches résume bien ma candidature : « Avec vous dans vos luttes ». De plus, il s'agit d'une candidature de femme, élément très important dans un canton marqué par

des idées rétrogrades.

Quels thèmes as-tu développé pendant cette campagne ?

BE : Notre programme c'est celui des travailleurs du canton : la garantie de l'emploi dans la santé et ailleurs le soutien aux luttes des agriculteurs, la dénonciation de la désindustrialisation, le chômage, la carence des équipements collectifs, la défense de la culture basque, les Ikastolas...

La campagne est l'occasion pour les gens qui veulent que ça change de se compter et surtout de participer, d'exprimer leurs préoccupations. On ne veut pas parler pour eux, c'est à eux de prendre la parole. C'est le contraire de la démarche d'« assistés » que leur proposent les autres candidats à travers toutes leurs promesses.

Le PCF ne fait pas partie des gens qui te soutiennent, pourquoi ?

BE : Le comité de soutien a envoyé une lettre au PCF comme aux autres organisations de gauche expliquant le sens de ma candidature et la nécessité de l'unité des travailleurs à la base. Le PCF a préféré présenter son propre candidat. Nous respectons leur choix et nous refusons toute polémique avec eux.

Tu as parlé de la caren-

ce des équipements locaux. Que penses-tu du pouvoir réel du conseiller général à ce niveau ?

BE : Quand on sait que le budget départemental que vote le conseil général est préparé et présenté par le préfet, on voit de suite les limites et l'administration bloque bien des initiatives par son veto.

Nous ne nous faisons pas beaucoup d'illusions sur le pouvoir des élus. Ainsi pour la construction du CES de Cambo il a fallu que les parents descendent dans la rue et distribuent des tracts pour que le projet soit débloqué pour 81. C'est la lutte des parents qui a été décisive.

Tu as parlé de la culture basque et des Ikastolas. Peux-tu préciser ?

BE : La régression de la langue basque s'est accentuée ces dernières années, aujourd'hui c'est sa survie même qui est en jeu.

Les Ikastolas répondent à une carence de l'enseignement public et sont une réponse collective de caractère populaire au risque de mort lente de la langue et de la culture basque.

Certes il serait souhaitable que les Ikastolas puissent être intégrées dans l'enseignement public, tout en préservant leur originalité et une véritable extension d'un enseignement réellement bilingue passe par là.

Mais nous n'en sommes

pas là et les capitalistes qui nous gouvernent répondent surtout par la répression aux légitimes aspirations des parents. C'est pourquoi en attendant un changement politique réel, il importe de nous battre pour :

- que les municipalités prennent en charge les Ikastolas dans les locaux municipaux, comme pour les autres écoles publiques ainsi que les frais de cantine et de ramassage scolaire.
- que les enseignants soient reconnus en tant que tels.
- que le Conseil général prenne une part importante au financement des Ikastolas.

Quelle est ton appréciation en ce qui concerne le soutien du PCML ?

BE : La première chose importante c'est qu'il n'y a pas eu de divergences sur l'essentiel entre les organisations me soutenant. Il faut dire qu'en face le poids des représentants des capitalistes est tellement important sur le canton que cela nous a obligé à nous serrer les coudes.

J'ai apprécié la bonne participation du PCML à la campagne électorale et disons la « discipline » de ses militants. Le PCML a eu autant sa place dans la campagne qu'un grand parti comme le PS et sa présence a suscité une demande d'informations sur ce qu'est le PCML et notamment de ma part.

## QUI LES PROTEGE ?

La question que nous posons aujourd'hui, et que d'autres posent aussi, est grave : qui, aujourd'hui, en France, protège les néo-nazis ? Certes, ils ne sont pas nombreux et n'ont pas d'influence sur l'opinion. Le peuple français sait ce que l'hitlérisme veut dire.

Mais attention ! Ces individus ne sont pas de simples nostalgiques d'un passé hideux qu'ils voudraient réhabiliter. Ce ne sont pas des égarés.

Les faits prouvent, et eux-mêmes ne le dissimulent pas, qu'ils sont étroitement liés à des organisations fascistes agissant dans d'autres pays européens et sur d'autres continents. Ils appartiennent à une organisation internationale. Ils sont, par exemple, liés à ceux qui ont commis le massacre de Bologne en Italie.

En France, ils se sont déjà engagés dans des actions criminelles qu'ils revendiquent ouvertement. Leur publication, *Notre Europe*, en fait état dans sa rubrique *Nouvelles du front*.

Eh bien, ces gens-là sont libres ! On entend d'ici M. le ministre de l'Intérieur jouer l'indignation vertueuse et dire : « Mais enfin, la FANE vient d'être dissoute ! ». Monsieur Bonnet, vous vous moquez du monde ! Avant même que la FANE soit dissoute, elle s'était déjà reconstituée sous le nom de FNE. Ces criminels ont toujours pignon sur rue, ils continuent à circuler librement. Cette mesure de dissolution n'a eu lieu que pour donner le change. Elle n'a été prise que sous la pression de l'opinion antifasciste et dissimule mal l'absence de répression de leurs activités.

On nous dira aussi : « Mais un procès vient d'avoir lieu contre le directeur de leur journal ». Quelle hypocrisie ! Comme s'il s'agissait d'une affaire de presse alors que ce qu'il faut c'est mettre un terme à des actes criminels. Et il n'est même pas question que leur publication soit interdite. Quant au verdict, on l'attend sans illusion sachant qu'une simple peine de prison avec sursis a été requise.

Oui, en agissant ainsi, on veut donner le change, faire croire que l'on agit contre eux alors qu'on les laisse faire. Et c'est ainsi qu'aujourd'hui, ils peuvent impunément avoir leur siège, leur organisation, leur publication, aller et venir en France et à l'étranger, faire l'apologie d'Hitler et commettre des attentats !

Des témoignages précis en attestent : les enquêtes sur leurs activités criminelles ont été étouffées.

Alors, qui les protège ? Un syndicat de police ne vient-il pas d'affirmer que des sympathies leur sont acquises à la direction de la police ? Ne se sont-ils pas félicités de la nomination de tel député giscardien connu pour son passé fasciste, à la tête de la commission d'enquête sur Poniatowski ? Ne dit-on pas qu'ils servent aux collages d'affiches présidentielles ?

Au-delà de la complaisance et du laisser-faire qui en disent déjà long sur l'attachement aux libertés de ceux qui nous gouvernent, se pose la question des complicités dont bénéficient ces criminels. Certains ne verraient-ils pas en eux un bras armé contre les travailleurs immigrés, les militants démocrates et, un jour, contre les luttes ouvrières ? Ne cherche-t-on pas à créer un climat de peur propice à la résignation et à une application plus aisée de la politique gouvernementale ? Mettre un terme aux agissements fascistes est à l'ordre du jour. Et il faudra bien faire tomber le masque de ceux qui les couvrent ou les commanditent.

Pierre BURNAND

Pourquoi garder pour vous ce qui intéresse tout le monde ...

FAITES LE 205.51.10

## l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques JURQUET. Rédacteur en chef : Pierre BURNAND.  
Rédacteurs : Gilles Carpentier, Léon Cladel, Claude Dhalluin, Hervé Dastar, Rémi Dainville, Estelle Delmas, Serge Forest, Michel Lopez, Catherine Lemaire, Claude Liria, Claude Lebrun, Yves Lepic, Charles Malloire, Pierre Marceau, Claire Masson, Alain Mercier, Nathalie Villotiers, Evelyne Le Guen.

Secrétaire de rédaction : Pierre Marceau. Administration : Max Durand.  
Imprimerie La Nouvelle - Directeur de publication : Jean-Luc EINAUDI.

L'HUMANITE ROUGE - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19 - CCP : 3022672 D La Source. Commission paritaire : No 57952 - Dépôt légal 3ème trimestre 1980

# NEO NAZIS LES PREUVES

Le 19 septembre dernier, le dirigeant néo-nazi Fredriksen comparait devant la 17e Chambre correctionnelle pour des articles parus dans *Notre Europe*, constituant une apologie du crime et incitant à la haine raciale. Le verdict sera rendu le 19 octobre. Le Procureur, dans un réquisitoire scandaleux, n'a requis contre lui qu'une peine de prison avec sursis. Et il a osé affirmer qu'il ne pouvait être question de demander une peine aussi sévère que celles qui avaient été obtenues dans le passé contre des journaux « gauchistes » ! Déjà, les appels à se rassembler le 19 octobre prochain devant le Palais de justice se multiplient.

## LES ABSENTS

C'est à juste titre que Me Rapoport, avocat du MRAP, a souligné l'absence de plusieurs signataires d'articles de *Notre Europe*, lors du procès du 19 septembre. Celle de Michel Faci, particulièrement chargé de liaisons avec l'Amérique latine, celle de Michel Ténier, organisateur de camps d'été où les militants de la FANE suivent un entraînement militaire et chargé des liaisons avec l'Espagne et la RFA; celle d'Henri Robert Petit, secrétaire de Darquier de Pellepoix, commissaire aux affaires juives sous l'occupation, responsable de la mort de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants juifs.

## L'INTERNATIONALE NOIRE

Les néo-nazis français entretiennent d'étroites relations avec les fascistes d'autres pays dont ils exaltent les crimes. Michel Faci est chargé de ces relations. C'est ainsi qu'il s'est rendu au Mexique pour contribuer à la mise sur pied de sections d'assaut. Dans *Notre Europe* sont relatés des attentats contre des synagogues, des assassinats dans des pays comme le Salvador. « Tuer les rouges n'est pas un crime, c'est un sport » peut-on y lire.

## CITATIONS

Voici quelques extraits de ce que l'on peut lire dans *Notre Europe* au sujet des activités fascistes dans le monde : « La section de Denver multiplie les tractages et décore les murs de la ville de svastikas (croix gammées). A New-York, 800 tombes de trois cimetières juifs ont été profanées en huit jours ». A juste titre, Me Rapoport devait rapprocher cette satisfaction devant les profanations des cimetières juifs de celles qui ont lieu en France.

Au San Salvador : « Une sympathique Union guerrière blanche, très active ces derniers temps, a re-

vendiqué l'élimination d'un prêtre progressiste. L'activité de ce groupe semble être essentiellement l'élimination physique des marxistes ».

En France, au sujet de l'assassinat de Pierre Goldman : « Les circonstances de l'attentat nous laissent penser qu'il s'agit plus d'un règlement de comptes entre crapules que d'une opération de saboterie publique ».

Au sujet de l'hitlérisme, on lit : « Wanted : récompense de 50 000 dollars sera versée à toute personne pouvant montrer que les « nazis » ont utilisé des chambres à gaz pour exterminer les Juifs ». Et le 19 avril dernier, ils paradaient en uniforme devant le Sacré-cœur pour célébrer le 91e anniversaire de la naissance d'Hitler.

## UN HABITANT DU QUARTIER TEMOIGNE

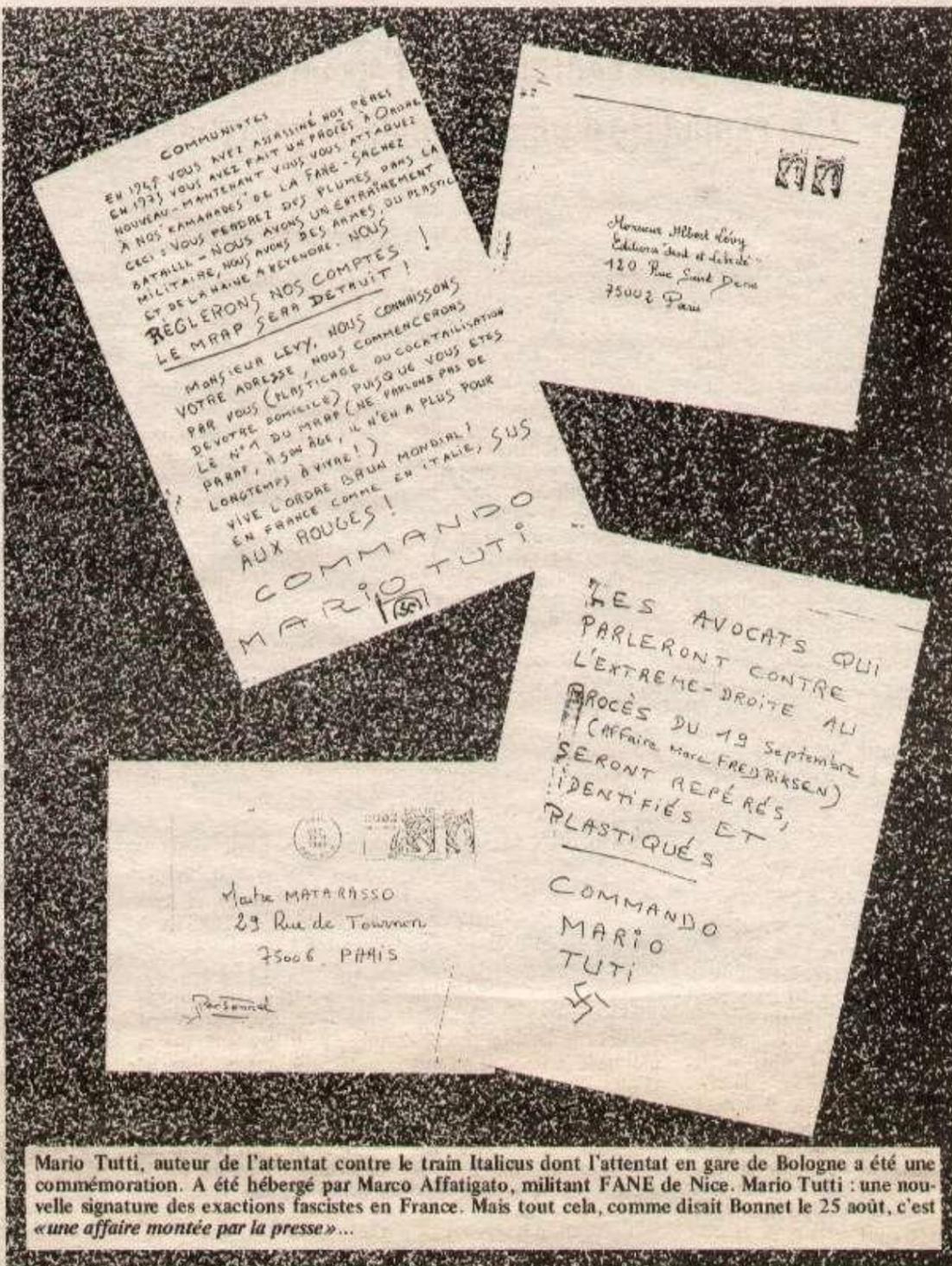
Il fallait beaucoup de courage à M. Paul Jehne, voisin du siège de la FANE, rue Jean Moimon, dans le 10e arrondissement, pour témoigner le 19 septembre. Il a fait état du climat de peur qui s'était installé parmi les habitants du quartier depuis que les néo-nazis s'y sont installés. On les entend chanter des chants nazis jusqu'à des heures avancées de la nuit, on les a vus transporter des armes, on les a vus parader en uniforme nazi; un uniforme dont Fredriksen dira qu'il est un moyen de s'intégrer dans un mouvement européen.

## ENQUETES ENTERREES

Dès 1978, le MRAP avait alerté sur les activités de la FANE. D'ailleurs, une instruction avec commission rogatoire avait été ouverte le 6 décembre 1978. Une première audition de Fredriksen avait lieu le 12 mars 1979. La police le revoyait le 10 avril 1980 ! A propos de Henri Robert Petit, dont il avait parlé, le rapport de police concluait : « Les vérifications n'ont pas permis de déterminer qui il était ». Alors qu'il suffisait de lire *Notre Europe* pour être renseigné. Le 26 juin, une bombe explosait au siège du MRAP. Le but était de tuer. L'attentat est revendiqué par la FANE. La veille, Michel Faci, un des dirigeants de la FANE, s'était introduit dans les locaux. Il faudra attendre 48 heures pour qu'une « perquisition » ait lieu dans les locaux de la FANE...

Le 15 juin, une exposition sur le Salvador, organisée à Paris par le Comité Justice et paix du Marais est attaquée. Le numéro d'un véhicule est relevé : il appartient à Michel Faci. Il ne sera pas inquiété.

Le 4 juin, deux militants de la FANE, Cordonnier et Tranh Loc, sont arrêtés à Clichy alors qu'ils roulaient tous feux éteints. Ils ont



Mario Tutti, auteur de l'attentat contre le train Italicus dont l'attentat en gare de Bologne a été une commémoration. A été hébergé par Marco Affatigato, militant FANE de Nice. Mario Tutti : une nouvelle signature des exactions fascistes en France. Mais tout cela, comme disait Bonnet le 25 août, c'est « une affaire montée par la presse »...

eu le temps de se débarrasser d'un Cocktail Molotov. A bord du véhicule : des matraques et d'autres armes. Condamnés le 11 juin à une peine avec sursis, ils sont relâchés. Ils avaient reconnu s'apprêter à attaquer une cité où habitent de nombreux immigrés.

## ASSASSIN

Dimanche 14 septembre, François Hamon était arrêté pour cambriolage. Militant de la FANE, en 1957 il a assassiné un Algérien à Vincennes alors qu'il était dans la police. Il n'a jamais été poursuivi devant les tribunaux pour ce crime. Par la suite, il a appartenu à l'OAS avant de s'engager dans des mouvements néo-nazis. Jusqu'en 1973 au moins il est resté en liaison avec la 2e section des Renseignements généraux à laquelle appartenait également Paul-Louis Durand. A son domicile, on a trouvé une carabine, 400 cartouches et un détonateur.

Dernièrement, *Le canard enchaîné* indiquait qu'il y a quelque temps un membre de la FANE avait été arrêté pour hold-up puis relâché sur l'intervention d'un député de la majorité. Etait-ce déjà lui ou bien s'agit-il d'un autre encore ?

## LEURS AMIS

Dans *Notre Europe*, les néo-nazis se félicitaient de la nomination de Longuet, député UDF, à la tête de la commission d'enquête parlementaire sur Poniatowski.

Ils rappellent également qu'ils ont participé à des collages d'affiches et à des services d'ordre pour la majorité présidentielle. Il est vrai que l'ancien chef OAS, Pierre Sergeant, était le maître d'œuvre du service d'ordre de Giscard d'Estaing lors de l'élection présidentielle...

Dans le domaine idéologique, la FANE se revendique des écrits de ces penseurs de la « nouvelle droite » que sont Louis Pauwels et Alain de Benoist, têtes d'affiche du *Figaro magazine*.

## DES NEO-NAZIS A LA DIRECTION DE LA POLICE ?

Alors qu'il était inspecteur aux Renseignements généraux, Paul-Louis Durand a signé plusieurs articles dans *Notre Europe* : 6 entre novembre 78 et juillet 79; sujet : l'Italie. En août dernier, il s'était rendu en Italie pour contacter des fascistes impliqués dans le massacre de Bologne. Il aura fallu que la police italienne intervienne et que la presse italienne cite son nom dans l'affaire de Bologne pour que des mesures soient prises.

Au nom du syndicat national autonome des policiers en civil, José Delthorn a dénoncé « la sous-traction volontaire d'informations importantes à l'examen de la commission » disciplinaire. Ces informations concernaient « les liens de l'intéressé avec les milieux néo-fascistes internationaux ».

José Delthorn a affirmé avoir « la certitude que d'autres militants néo-nazis sont infiltrés dans la police, y compris à la direction du personnel et des écoles de la police nationale ».



L'appartement d'Henri Noguères, président de la Ligue des droits de l'homme après l'attentat perpétré dimanche 21 septembre. Une dizaine de brassards frappés de la croix gammée furent retrouvés dans les escaliers de l'immeuble. La même nuit, dans le 2e arrondissement de Paris, plusieurs magasins appartenant à des adhérents de la LICRA étaient l'objet d'attentats, signés de graffitis antisémites et de croix gammées.

O utrecuidant, cynique, arrogant, méprisant, odieux même, il faut toutefois rendre cette justice à Raymond Barre, ce n'est pas un ingrat. En témoigne le message de remerciement qu'il confia aux bons soins du télégraphe à l'intention des officiers, officiers mariniers, quartiers-maitres et autres moussaillons qui, cet été, se couvrirent de gloire devant Fos, Le Havre et Antifer.

« Ces opérations délicates et inhabituelles pour vos unités ont été menées à bien avec maîtrise, tact et rapidité dans la plus pure tradition de la marine nationale » écrivait le premier Ministre. A quand une citation à l'ordre de la nation pour ceux qui manièrent le canon à eau contre les marins-pêcheurs ?

Pour ceux qui croyaient que la « royale » échappait au rôle funeste de dernier rempart de la société libérale, le démenti fut cinglant.

Une et indivisible, qu'elle soit sur terre, dans l'air ou sur mer, l'armée française demeure l'ultime recours de l'Etat bourgeois — ce qui, en période de crise peut remplacer bien des légitimités — qu'on se le dise. Quant à l'évocation des « plus pures traditions » de la marine, elle est vraiment bien venue sous la plume de Barre. Une tradition qui se nourrit des exploits d'un Darlan ou d'un d'Argenlieu. Le premier, commandant le sabordage de la flotte en rade de Toulon plutôt que de l'employer à combattre les nazis. Le second, qui ordonna le bombardement d'Haiphong, prologue de la guerre d'Indochine.

Si les marins ont quelque chose de bon à puiser dans la tradition, c'est seulement du côté des Martyr et des Tillon qu'ils peuvent le trouver.

Mutins de la mer Noire, puissiez-vous inspirer les nouvelles générations de matafs !

## A bâtons rompus

Par Pierre Marceau

« Ils ont voulu la paix au prix du déshonneur, ils ont eu le déshonneur, puis ils ont eu la guerre ». Pour actualiser ce jugement que Churchill portait il y a quarante ans sur la bourgeoisie française, il faudrait ajouter qu'avant la guerre et avant le déshonneur, ils ont eu les profits.

Qui donc, en effet, se fait aujourd'hui le pourvoyeur de l'industrie d'armement soviétique ?

S'engouffrant sur le créneau laissé vacant par l'embargo américain et japonais, le groupe Creusot-Loire vient en effet de signer un contrat pour la livraison d'un complexe sidérurgique clés-en-main à l'URSS. Remarquez qu'outre-Rhin les descendants des Krupp ne sont pas de reste. La presse d'Allemagne fédérale révélait ces jours-ci que la firme ouest-allemande Gildemeister livrait régulièrement à l'URSS les machines nécessaires à la fabrication des obus d'artillerie.

Il est vrai que ces obus ne servent aujourd'hui qu'à écraser des Afghans. Mais demain ?

J'y suis allé, je l'ai vu, il ne m'a pas fallu longtemps pour en revenir. « Le vrai cinéma populaire » qu'ils avaient dit dans *L'Huma dimanche*. « Un film rempli d'épisodes d'une intense alacrité burlesque » renchérisait *Le Figaro*. J'ignore ce qu'est l'alacrité, mais de le lire, ça m'avait comme émoustillé. Je vous passe ce canard qui s'extasie sur les acteurs « qui nous livrent des zones de leur moi qu'ils avaient jusqu'alors protégées », phrase ambiguë dont je ne sais comment elle doit être interprétée.

Bref, disposant d'un peu de temps et de la réduction du lundi soir, fermement résolu à ne pas mourir idiot, je suis allé voir *Loulou*. La révélation du cinéma français.

Ca m'a laissé bigrement perplexe.

Que fait l'homme du peuple quand il échappe à la trilogie aliénante du métro-boulot-dodo ? Eh bien, sachez qu'il devient un animal libre s'ébrouant dans le va-et-vient bistrot-dodo, dodo-bistrot.

Il n'est même plus suspect l'engouement unanime des critiques pour un film où ils voient la France des opprimés à travers les péripéties subalternes de la liaison d'un loubard d'opérette et d'une petite-bourgeoise en mal de sensations.

Quand les bourgeois ou les truands laissent la place sur l'écran, c'est pour mettre en scène des déclassés ni chair ni poisson qu'ils regardent s'ébattre avec les mêmes frissons voyeurs que leurs grands-parents lorsqu'ils se repaissaient des récits sur les mœurs des sauvages. Faudrait en finir avec le mythe du zonard-loubard paumé qui ne trouve toute sa réalité que dans les fantasmes des idéologues des beaux quartiers.

Voilà tout juste un an, éclatait le scandale des diamants de Giscard. On apprenait que l'ex-empereur Bokassa, avait, à plusieurs reprises donné des diamants à son « cousin » Giscard.

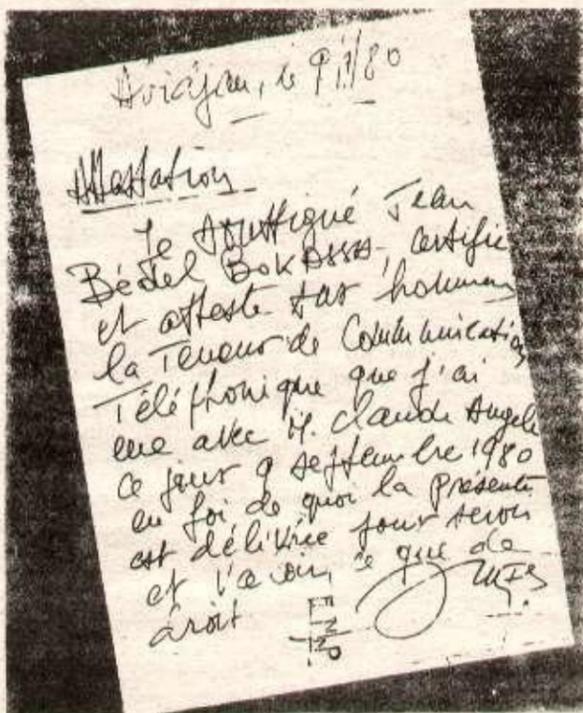
Diamants de grande valeur et qui n'avaient, bien sûr, jamais été déclarés, ni à une frontière, ni au fisc.

L'affaire, comme on disait s'entendait doucement. Le chef de l'Etat y mettait un certain zèle. Tout juste on avait relevé l'arrestation d'un certain Delpey, ancien d'Indochine, écrivain de droite et grand ami de Bokassa. Soupçonné d'être à l'origine des révélations, il avait été inculpé en mai dernier « d'intelligence avec les agents d'une puissance étrangère de nature à nuire à la situation diplomatique de la France ».

D'où vient cette grande amitié qui a fait de l'ancien nostalgique de la colonisation, Delpey, le confident de l'ancien empereur de Centrafrique Bokassa ? Toujours est-il que le dirigeant déchu est intervenu ces jours-ci pour le défendre.

Dans son édition du 17 septembre, l'hebdomadaire *Le Canard enchaîné* publie le contenu d'un long coup de téléphone reçu par la ré-

## DIAMANTS ON N'EST JAMAIS TRAHI QUE PAR LES SIENS



daction. De sa résidence en Côte-d'Ivoire, Bokassa a longuement défendu son ami fidèle contre son ex-cousin « qui lui a fait tant de mal ». Giscard a bien reçu

des diamants, trois fois, et une fois sa femme. Bokassa le confirme et il ajoute : « Il faut qu'on laisse parler Delpey, il sait tout, tout, tout. » Il est

aussi en possession de documents sur les relations du président français et son ex-cousin centrafricain. Ces documents auraient été saisis au domicile de Delpey par la DST et auraient disparu depuis...

Bref, y aura-t-il un procès Delpey ? Giscard, qui de toute évidence, a fait arrêter l'écrivain pour l'empêcher de parler, lui donnera-t-il officiellement la parole devant la cour ?

Le cas Delpey laisserait sans doute indifférent, s'il ne s'agissait que d'une histoire de règlement de compte entre trois hommes dont on ne saurait dire lequel a la main trempée dans des affaires peu recommandables.

Mais qu'un certain nombre de nos hommes d'Etat se jugent en marge des règles et des droits, qu'ils utilisent leur pouvoir pour éliminer ou faire taire ceux qui peuvent se mettre en travers de leur route, voilà qui jette un sérieux doute sur l'indépendance de notre justice.

« Egalité » est-il écrit sur nos palais de justice. C'est sans doute elle qui permet pendant ce temps à Peyrefitte de faire inculper l'ouvrier qui se défend au moindre coup.

## ACCORD FRANCO-ALGERIEN

## LENDEMAINS INCERTAINS

Les ministres des Affaires étrangères, algérien M. Mohamed Benyahia, et français, M. François Poncet, ont signé les 17 et 18 septembre trois textes concernant entre autres le retour volontaire des ressortissants algériens.

Les 280 000 Algériens arrivés en France avant le 1er juillet 1962 obtiendront automatiquement le renouvellement de leurs cartes de séjour pour 10 ans, les 400 000 ressortissants algériens débarqués en France après cette date auront également une prorogation automatique de 3 ans et 3 mois de leur titre de séjour. Jusqu'à l'expiration de ces délais (3 ans et 3 mois) une incitation au retour volontaire au pays « dans de bonnes conditions » sera menée conjointement par les gouvernements français et algérien. Cette politique se traduira par des mesures concrètes, côté français d'abord : l'enseignement de l'arabe sera favorisé dans les écoles élémentaires à forte proportion d'enfants immigrés. Les travailleurs bénéficieront d'une formation professionnelle de deux à huit mois selon leurs spécialités, simultanément la France participera aux frais de création de centres de formation en Algérie. L'aide financière pour le retour s'élèvera à 4 fois le salaire net mensuel pour les travailleurs ayant occupé un travail salarié pendant six mois sans interruption, précédant leur demande d'allocation ; elle se montera à environ 12 800,00 F pour les chômeurs.

Côté algérien, les ressortissants rentrant définitivement au pays pourront bénéficier d'avantages fiscaux et douaniers, auront une priorité pour obtenir un logement, auront accès aux centres de formation professionnelle, créés à cet effet.

Les Algériens qui n'auraient pas pu bénéficier de l'allocation retour destinée aux salariés et aux chômeurs, comme les artisans et les commerçants, bénéficieront de l'octroi de prêts.

Cet accord comporte des aspects positifs pour les travailleurs désirant rentrer chez eux. Tout dépend à présent de sa mise en pratique. L'enseignement de l'arabe sera-t-il développé ? Les formations professionnelles seront-elles dispensées ? Et

dans quelles conditions ? L'aide au retour est bien mince, la prime pour les chômeurs ne s'élève qu'à 12 800,00 F, petite progression par rapport à celle de 77 (10 000,00 F), sera-t-elle accordée aussi parcimonieusement que la précédente : depuis 77, 2 500 ressortissants l'ont sollicitée, moins de 2 000 l'ont perçue.

Enfin, cet accord ne dit mot sur le sort des travailleurs clandestins ou qui n'ont pas tous leurs papiers

en règle.

La plage d'action de ce texte est bien délimitée, elle ne concerne que les ressortissants désirant rentrer réellement, toutes les expulsions commises en application des lois anti-immigrés, la loi Bonnet expulsant pour trouble à l'ordre public, sont toujours en vigueur ! Bonnet, ministre de l'Intérieur aura-t-il une application toute personnelle de cette aide au retour ?

Nathalie VILLOTIERS



Nous signalons que la Librairie arabe est remplacée par : Mille et un livres 2, rue St Victor 75005 PARIS

# PROBLEME A BEULLAC

## COMMENT FAIRE ASSEOIR 10 ELEVES QUAND ON N'A QU'UN SEUL BANC

L'échelonnement des rentrées des élèves permet de dissimuler les problèmes. La rentrée scolaire n'est plus un événement national et de ce fait l'ampleur des difficultés semble diminuer, ne nous fions pas aux apparences.

Commençons par les petits. Ils connaissent des situations totalement opposées selon qu'ils demeurent en ville ou à la campagne. Dans les régions rurales les classes ferment, en zones urbaines les classes sont bondées ; à Paris les enfants ne peuvent être scolarisés dans le meilleur des cas qu'à partir de trois ans.

C'est parce que le nombre d'enfants chute qu'on ferme des classes et qu'on remodèle le paysage scolaire explique-t-on dans les bureaux du ministère de l'Education nationale. Certes, mais pourquoi ne pas profiter de ce creux de classe d'âge pour ouvrir les portes de maternelle aux enfants inscrits sur une liste d'attente, pourquoi ne pas envisager de meilleures conditions d'étude pour les enfants et de travail pour les enseignants dans des classes allégées en primaire? De toute manière une telle gestion est handicapée par une forte myopie : en 79 le nombre de naissances a été le

plus élevé depuis cinq ans, dans deux ou trois ans où iront ces enfants puisque d'ores et déjà des classes sont fermées, des postes supprimés?

### UN ELEVE SUR DEUX QUITTE LE COLLEGE AVANT LA 3E

Alors que Giscard a promu l'année 80 au rang d'année du patrimoine, celui du scolaire se détériore, qu'il pleuve dans les classes de CES, laisse VGE fort indifférent. Remarquez le décalage entre les discours du gouvernement et ses intentions est une constante. Giscard a discoursé sur l'égalité des chances des élèves à l'école, sur la revalorisation du travail manuel, or 20% des élèves de l'enseignement élémentaire n'entrent pas en 6e, un élève sur deux quitte le collège avant la 3e. Où vont-ils, en LEP croit-on communément. Non les effectifs des LEP chutent au profit des SES (\*) - création de 46 sections cette année -, au profit de l'apprentissage, 230000 cette année soit 14000 de plus que l'an dernier. Et qu'apprennent les élèves de SES et d'apprentissage... pas grand chose, en revanche les uns exécutent des stages chez les patrons gratuitement, les

autres y travaillent à longueur de semaine pour trois fois rien, les élèves de LEP eux aussi fournissent de la main d'œuvre gratuite puisque les stages en entreprise sont mis en place.

Obtenir une place en LEP relève du tour de force, il y a d'abord les différents obstacles d'orientation à surmonter, puis avoir la chance de décrocher une affectation. Dans le Val-d'Oise, 500 jeunes attendent une place en BEP, les sections d'électromécanique, sanitaire et social, commerce, comptabilité, comptent plus de 50 élèves. Dans l'Essonne sur 1000 dossiers d'inscription en BEP, 900 ne sont pas réglés, 200 dans le Loiret, dans le Vaucluse, 450 élèves désirent entrer en LEP, il n'y a que 100 places!

Les capacités d'accueil dans le deuxième cycle long ne sont guère reluisantes non plus. Les effectifs tournent autour de 39-40 ; les redoublants sont plus ou moins systématiquement refusés ; Pau, Périgueux et Orléans détiennent jusqu'à présent le pompon.

Nathalie VILLOTIERS (\*) SES : sections d'éducation spécialisée. - Les éléments chiffrés ont été empruntés à la FCPE, à la CSF et à l'INSEE.



## SOLIDARITE AVEC CEUX DE LA FIAT

Le 11 septembre, la direction de Fiat annonçait sa décision de procéder immédiatement au licenciement de 15 000 ouvriers de Turin. Les travailleurs ont répondu par la grève tandis que des négociations s'engageaient, à Rome, entre la direction de Fiat et la Fédération des travailleurs de la métallurgie. La direction de Fiat maintient sa décision alors que l'on parle d'occupation des usines de Turin et que des mouvements de grève générale ont lieu.

La lutte qui se développe actuellement en Italie nous concerne à plus d'un titre. Elle appelle l'attention et la solidarité des ouvriers de l'industrie automobile en France. Ce qui se passe aujourd'hui en Italie préfigure ce qui se prépare en France, en particulier dans le groupe Peugeot. La situation actuelle de l'industrie automobile se caractérise par un rétrécissement du marché et l'exacerbation de la concurrence entre les grands groupes automobiles mondiaux. Dans les différents pays concernés, la stratégie patronale est la même : augmenter la productivité, procéder à des licenciements.

Dans cette situation, deux voies existent pour les ouvriers et les organisations syndicales. La première est celle qui les engage dans cette bataille que se mènent les capitalistes, qui les conduit à accepter, au nom de la productivité, des sacrifices... toujours insuffisants aux yeux des capitalistes. Telle est, par exemple, la voie préconisée en Italie par Bruno Trentin, secrétaire de la Confédération générale des travailleurs italiens (CGIL). Le 15 septembre, à la télévision, un journaliste lui posait la question suivante : «Quelle est votre position par rapport à la nécessité des gains de productivité et à la compétition internationale dans laquelle des nations comme les nôtres se trouvent?». Voici ce qu'il répondait : «Il faut chercher, à travers de nouveaux rapports syndicaux dans les entreprises, les moyens de réaliser une plus grande productivité, une plus grande efficacité des entreprises. Nous savons que pour cela il faut que le syndicat et les travailleurs prennent en charge une série de problèmes qu'ils ont tardé à considérer comme les leurs ; celui, par exemple, d'une mobilité interne du personnel en fonction des exigences de l'entreprise, celui d'une participation à des formes d'organisation du travail susceptibles de donner des résultats en termes productifs, celui d'une utilisation plus grande de la capacité productive existante, même à travers la multiplication du travail par équipe».

Qu'ont donc à gagner les ouvriers dans une telle stratégie qui leur réserve les sacrifices et aux capitalistes les profits?

En France de telles démarches existent également sous des formes diverses et Bruno Trentin n'y est d'ailleurs pas étranger. Elles conduisent, au bout du compte, à dresser les ouvriers des différents pays les uns contre les autres, chacun croyant préserver ses intérêts en faisant tout pour que son industrie soit la plus forte.

En engageant la lutte contre les licenciements, les ouvriers de Fiat ont pris une deuxième voie : celle du refus des sacrifices que la direction de Fiat veut leur imposer au nom de la productivité et de la lutte contre la concurrence. De fait, en menant cette lutte, ils refusent la logique de l'union sacrée qui consiste à serrer les coudes face aux concurrents étrangers. Ils doivent être soutenus dans cette voie qui est la seule alternative à celle de la division entre les ouvriers. La voie du refus du consensus, de la solidarité internationale est aussi celle de l'efficacité. Face à des groupes automobiles qui sont des multinationales, la solidarité doit dépasser les frontières.

Dans un système où l'emploi n'est jamais garanti, sa défense ne peut reposer que sur un rapport de force dans la lutte qui oppose les ouvriers aux capitalistes. Dans l'industrie automobile, la solidarité internationale est un des éléments de ce rapport de force.



## Records battus cette semaine



# MANUFRA

## Agression contre la vieille dame

**Le 25 septembre, les actionnaires de la société nouvelle Manufrance vont décider de son avenir : ou liquidation ou découpage en plusieurs filiales. Pour les travailleurs de l'entreprise, c'est l'emploi qui est en jeu. Depuis le début Septembre, plusieurs manifestations ont eu lieu pour exiger que le gouvernement verse sans condition les 150 millions qu'il a promis et qui permettraient de sauver les emplois.**

« Plus un seul licenciement dans la Loire! Manufrance vivra! ». C'est par ces mots que Georges Séguy, secrétaire général de la CGT, terminait son intervention, jeudi 18 septembre, devant près de 20 000 travailleurs. C'est ainsi que se terminait devant le perron de Manufrance, cours Fauriel à St-Etienne, la journée de mobilisation appelée par l'intersyndicale de Manufrance (CGT, CFDT, UGICT et CGC) et par l'union régionale CGT. Dans la longue manifestation qui traversait St-Etienne, on pouvait voir des délégations de toute la région : de Lyon, de Grenoble, de Haute-Savoie même, témoignant du large écho que rencontre la lutte difficile des travailleurs de la Manu.

Les travailleurs stéphanois étaient eux aussi nombreux. Ils exprimaient leur solidarité et la grande sympathie que rencontrent les travailleurs de la vieille entreprise dans la ville, mais aussi leur colère face à la situation qui leur est faite. Le secrétaire départemental CGT de la Loire devait le rappeler : « La Loire est sinistrée! ». Avec 12 % de chômeurs, près de 35 000, le département est un des plus touchés, bien au-dessus de la moyenne nationale qui est de 9 à 10 %. Avec la fermeture de la manufacture, ce serait non seulement les 1 800 salariés qui s'y ajouteraient, mais à leur suite, 5 000 à 6 000 emplois liés à l'activité de Manufrance.

### DEJA TROIS MOIS DE LUTTE

Les travailleurs de Manufrance qui avaient déjà mené une longue lutte en 1979 lors des difficultés qui avaient menacé l'entreprise à l'époque, ont repris avec courage leur combat pour l'emploi.

En 1979, quand la nouvelle société avait été créée, il y avait eu déjà 2 000 licenciements et les salaires avaient été bloqués. Malgré ces sacrifices, à peine un an après, on reparle de fermeture ou de démantèlement. Situation d'autant plus incompréhensible pour les travailleurs que les commandes sur catalogue ont sensiblement augmenté dans la dernière période et que la vente du célèbre magazine le *Chasseur français* a été pratiquement doublée.

Depuis le mois de juin, les travailleurs de Manufrance sous la direction de l'in-

tersyndicale ont multiplié les actions et les démarches. Même pendant le mois d'août (où le secteur production était en vacances, 600 travailleurs environ), la mobilisation a été maintenue : un « Plan Orsec » syndical comme l'ont appelé les délégués.

Le 5 septembre, une manifestation était organisée à Paris au ministère de l'économie et des finances. Le 8 un appel des unions départementales CGT et CFDT rassemblait 12 000 travailleurs devant la préfecture de St-Etienne. (Le 23e en trois mois notait un journal local).

Pour l'instant les travailleurs de Manufrance continuent à travailler. Ils n'ont

bicyclettes), le *Chasseur français* et les magasins. Pour redresser la situation financière, il faut de nouveaux prêts. L'ancienne société Manufrance propose 40 millions de francs à la nouvelle société, ce qui est insuffisant. Le gouvernement, de son côté, accepte de participer avec 150 millions, mais à condition que la MACIF cautionne le prêt de l'ancienne société. Et la MACIF, qui a déjà engagé de grosses sommes, refuse de s'engager encore. La situation est donc bloquée, chacun se renvoyant la balle.

Un autre problème est posé aux travailleurs de Manufrance. Pour « sauver » Manufrance, le conseil d'ad-

### Le poids d'un testament

L'usine Manufrance a été fondée à la fin du siècle dernier par Etienne Mimard, un patron stéphanois radical-socialiste.

A sa mort, en 1944, il lègue l'usine à la municipalité de St-Etienne et la majorité des actions ; la part de la municipalité se stabilise rapidement autour de 22 % du capital, ce qui la rend majoritaire dans le conseil d'administration.

Les premières difficultés apparaissent à partir de 1970. L'entreprise stéphanoise compte alors à peu près 4 000 salariés.

Les problèmes sérieux apparaissent en 1977, avec Blanc, un administrateur nommé par Durafour. En 1979, Gadot-Clet, quatrième PDG en deux ans, démissionne.

Une première vague de licenciements amène le personnel à un peu plus de 1 800 et une situation nouvelle est créée : la société Manufrance (où la municipalité, PCF depuis 1977, était toujours majoritaire) est mise en liquidation, mais une nouvelle société est créée : la société nouvelle Manufrance avec comme actionnaires : la MACIF (mutuelle dont le PDG est Juvin, adjoint au maire communiste de Romans) pour 30 %, deux sociétés : Equitas (30 %) et Fabis (10 %) et le comité d'expansion de la Loire (30 %).

Aujourd'hui c'est le dépôt de bilan de cette nouvelle société qui est en question et la fermeture complète de Manufrance.

occupé l'entreprise que deux jours, fin juillet, au moment de la réunion du conseil d'administration. Mais le 10 septembre dernier ils ont décidé de « mettre à l'abri » 35 000 fusils de chasse qu'ils ont rapatriés dans l'usine centrale, en vidant le dépôt de la Molina situé dans la zone industrielle de St-Etienne. Ils montrent ainsi qu'ils n'entendent pas subir passivement les échecs des administrateurs.

### LE DEDALE JURIDIQUE

En effet, depuis la démission du dernier PDG, Messtries, au mois de juin, c'est à nouveau le jeu sinistre des administrateurs qui a repris.

L'activité de Manufrance se divise en quatre secteurs : la vente par correspondance (catalogue), la production (fusils, machines à coudre et

ministration et le gouvernement envisagent une réorganisation : il s'agit de la filialisation des diverses activités, chacune devenant indépendante. Le gouvernement, en particulier, demande qu'on supprime le secteur production.

Les syndicats redoutent beaucoup un démantèlement de l'entreprise qui s'accompagnerait inévitablement de nouveaux licenciements. Ils ont déjà annoncé leur refus de cette solution.

C'est le 25 septembre que l'assemblée générale des actionnaires doit prendre sa décision. Barre a déclaré que « Manufrance, c'est fini », mais pour les travailleurs de la Manu et pour les travailleurs stéphanois, ce ne peut être qu'une nouvelle étape de leur lutte.

Claire MASSON



A Nantes, Edmond Maire répond à Séguy. Dans le *Monde* du samedi 13 septembre 1980, c'est Georges Séguy qui répond à Maire. Voilà une polémique qui ne cesse de se développer, de s'amplifier, alors que se poursuit l'offensive patronale et gouvernementale. Les travailleurs de la sidérurgie voient de nouvelles menaces sur leur emploi, les travailleurs de l'automobile savent déjà que le patronat s'apprête à leur faire payer durement la restructuration de cette industrie et pendant ce temps là, les dirigeants de la CGT et de la CFDT s'affrontent, se disputent et donnent en spectacle leur division, au grand plaisir des ennemis des travailleurs.

#### UN EFFORT DE CLARIFICATION NECESSAIRE

Nous ne sommes pas de ceux qui nient la nécessité ou le bien-fondé de certains efforts de clarification dans le mouvement syndical. Depuis les premiers assauts de la crise en 76-77, après l'échec de l'union de la gauche en mars 1978, s'ouvrait nécessairement une période de bilan. Le mouvement syndical a montré une relative incapacité à organiser la riposte à la politique économique et sociale de Giscard et de Barre, qui a systématiquement remis en cause un ensemble considérable d'acquis de la classe ouvrière. Parallèlement, le gouvernement a mis en application et réalisé un mouvement de restructuration de l'appareil de production conduisant un grand nombre de travailleurs au chômage et entraînant une intensification du travail pour les autres.

Nous ne pensons pas devoir séparer l'incapacité du mouvement syndical à résister à l'offensive gouvernementale, de l'échec de l'Union de la gauche, comme de la division qui s'en suivit. Les directions des deux principales organisations syndicales sont en partie responsables des illusions suscitées par cette union de caractère opportuniste, de l'incapacité à transformer en leçon positive pour l'avenir cet échec qui appartient à notre histoire.

De plus les récents événements internationaux ont eu des répercussions importantes dans le mouvement syndical français. Ils ont fait l'objet d'appréciations fort différentes par la CGT et la CFDT. Loin d'être des questions mineures, ces appréciations touchent à la définition des intérêts des peuples. Elles ont pesé lourd dans la définition des orientations respectives de chaque organisation et sont, par conséquent, à l'origine des divergences qui séparent les deux principales organisations syndicales.

L'effort de clarification est donc nécessaire et nous nous efforçons d'y contribuer. Différentes analyses des stratégies en présence sont réalisées, tant par la CGT que par la CFDT, et si nous retenons nombre d'appréciations, de la CGT comme de la CFDT, qui nous semblent exactes, nous constatons aujourd'hui que les propos tenus par les con-

## SYNDICATS

# Répondre aux aspirations des travailleurs

fédérations syndicales ont de moins en moins de crédit auprès des travailleurs.

#### DU DISCOURS DE COLLABORATION DE CLASSE A UN DISCOURS PRO-SOVIETIQUE

Les travailleurs ne se contentent plus d'une description des orientations respectives à chaque organisation, ils exigent que les syndicats leur offrent une orientation de classe qui guide leur action contre la bourgeoisie, sur laquelle, ils pourront adhérer sans arrière pensée et agir avec confiance.

Or, il y a un fait sur lequel doit s'incliner chaque organisation un tant soit peu soucieuse des intérêts des travailleurs : sans une ligne d'action de classe, ouvertement en marge de la collaboration de classe, nul ne peut conquérir la confiance des masses ouvrières. Les dirigeants de la CFDT et Edmond Maire en premier lieu devraient méditer sur cette loi et s'en convaincre. Depuis la présentation du rapport Moreau en 77, rapport à l'origine du recentrage, trop de déclarations, trop d'attitudes pratiques laissent penser que la CFDT s'engage dans la voie de la collaboration de classe, en faisant reposer son activité et son action sur la définition d'une politique contractuelle avec le patronat. La CFDT ne cesse d'appeler les forces patronales et gouvernementales « à la raison » et cela au détriment de la lutte de classe, de l'action des travailleurs. Compte-tenu de la politique de Giscard-Barre et si l'on veut avoir quelques chances de succès, ces actions doivent converger vers des actions nationales d'ampleur avec un contenu anti-gouvernemental qui ne peut que satisfaire les aspirations de classe de n'importe quel travailleur ou syndiqué.

Ainsi, il ne suffit pas que la CFDT soutienne les ouvriers polonais, il faut qu'elle retienne l'étonnante démonstration qu'ils viennent de donner en prouvant qu'un mouvement d'ensemble est irrésistible, et qu'un ensemble et en même temps il est possible de faire céder le pouvoir.

Tous ces discours accordés de-ci, de-là, et pire à des organismes de presse patronaux, qui misent sur la « bonne volonté » patronale

pour obtenir quelques succès, ne font qu'accroître le désarroi des militants et offrent le moyen à la bourgeoisie de casser le front syndical. La CFDT doit se rendre à l'évidence que son discours sur l'action, que sa conception et sa pratique de la négociation, ne permettent pas de « rendre à la raison » le patronat et d'obtenir satisfaction mais, au contraire, sèment le doute, troublent les travailleurs attachés aux intérêts de classe et rendent nul et sans crédit tout ce qu'elle peut par ailleurs dire de juste et de pertinent, sans compter la division qu'engendre de tels propos dont la CFDT porte l'entière responsabilité.

Nous serions unilatéraux si nous ne prenions pas en compte la seconde aspiration essentielle des travailleurs de notre pays et à laquelle toute organisation de classe doit répondre si elle veut voir les travailleurs lui faire confiance.

Les événements internationaux ont eu d'importantes répercussions sur les organisations syndicales en France. Ce n'est pas le fruit du hasard ou même d'un phénomène conjoncturel, c'est la conséquence d'une tradition désormais ancrée dans le mouvement syndical de notre pays. La participation à la résistance anti-nazie pendant la seconde guerre mondiale, la lutte contre la guerre d'Indochine, le soutien au FNL algérien, la lutte contre la guerre du Vietnam, la solidarité au peuple chilien, etc... toutes ces actions témoignent de la vivacité de cette tradition.

Conformément aux intérêts de la classe des travailleurs de notre pays et aux intérêts des peuples, toute orientation de classe exige dans notre pays l'adoption d'une ligne d'action qui s'appuie sur le développement de la lutte de classe et qui situe, au plan international, l'action des travailleurs aux côtés de la lutte des peuples pour leur émancipation et des pays pour leur indépendance contre toutes les tentatives de domination impérialiste. Cela découle de la reconquête de l'unité qui lie la lutte des travailleurs en France contre Giscard-Barre et les peuples et pays du Tiers Monde victimes des tentatives d'assujettissement de toute nature dont ils sont

l'objet et contre lesquelles ils luttent, mettant ainsi au ban des ennemis les pays impérialistes, notamment les superpuissances américaine et soviétique.

De ce point de vue, l'orientation de la CGT, aussi ferme puisse-t-elle être sur le plan intérieur, laisse aujourd'hui un grand nombre de travailleurs et de militants méfiants, sceptiques, voire opposés à ses orientations du fait d'une allégeance plus ou moins ouverte à ce qu'il est juste d'appeler aujourd'hui le social-impérialisme soviétique.

Après les événements de Tchécoslovaquie, d'Afghanistan, du Kampuchea, de la Pologne, de plus en plus de travailleurs doutent du caractère de classe de la politique internationale de l'URSS. Ils ne croient plus qu'elle serve effectivement les intérêts des peuples. D'autres sont conduits, par l'accumulation des faits, à ranger l'URSS à la même place que l'impérialisme US, l'occupation de l'Afghanistan par les troupes russes ressemblant comme deux gouttes d'eau à celle pratiquée par les armées US au Vietnam, il y a quelques années.

En final, les efforts que prodigue la CGT pour développer l'action des travailleurs, rencontrent de plus en plus la méfiance, ou se voient saper par les interrogations profondes et nombreuses que suscite la ligne internationale de la CGT, et particulièrement son appréciation de la politique extérieure de l'URSS. La CGT, pour sa part, voit dans l'URSS et sa politique extérieure, une force de progrès, d'assistance aux peuples sur la voie de l'émancipation, une politique d'amitié, etc... De plus, elle voit dans l'URSS un arrière favorable à l'instauration du socialisme dans notre pays, et ce à contre-courant de l'avis de plus en plus de gens.

#### UN DEBAT NECESSAIRE MAIS QUI DOIT PRESERVER L'UNITE CONTRE LA POLITIQUE DE GISCARD-BARRE

On comprend qu'aussi bien la CGT que la CFDT n'arrivent pas véritablement à redonner confiance à la classe ouvrière d'autant qu'intervient un troisième élément qui ne fait qu'accroître le désarroi.

croître le désarroi.

Que le débat soit nécessaire, bien sûr, mais si les travailleurs attendent des organisations syndicales qu'elles clarifient leur analyse, pour mieux agir en conformité avec les intérêts de classe, ils attendent aussi et surtout dans une période comme celle que nous connaissons, qu'elles agissent ensemble sur des objectifs de classe précis. Or que ce soit à la CGT ou à la CFDT, la polémique depuis la rentrée a pris le pas sur l'action, la division sur l'unité d'action. Les manifestations de sectarisme se voient encouragées de part et d'autre par des discours incendiaires de rentrée où les coups sont plus souvent portés contre le partenaire syndical que contre la politique de Giscard-Barre. Il y a des questions qui se traitent au sein du mouvement ouvrier, qui doivent faire l'objet de discussions et même de polémiques et il y a les coups qu'il faut réserver à l'ennemi de classe. Or il semble bien que l'on ait plus tendance à vouloir discuter avec le patronat et se déchirer entre organisations syndicales. C'est là un renversement inadmissible des choses, totalement contraire aux intérêts des travailleurs et qui conduira l'action de la classe ouvrière à l'échec.

De plus en plus nombreux sont les travailleurs qui en ont assez de ce qu'ils appellent familièrement « le cirque » entre les organisations syndicales. Ce mécontentement est souvent à l'origine de leur désyndicalisation, de leur écœurément. Nous devons nous garder d'épouser ces querelles. Il faut au contraire privilégier l'unité d'action sur des objectifs conformes aux aspirations des travailleurs. Compte-tenu de la situation dans laquelle nous sommes, nous devons veiller à ce que le débat, la discussion sur l'ensemble des questions qui viennent d'être évoquées, ne remettent pas en cause les efforts d'unité d'action. En clair, il nous faut promouvoir, développer, une ligne d'action résolument unitaire, conforme aux aspirations des travailleurs, qui, tant sur le plan intérieur que sur le plan international, réponde à leurs intérêts. Les deux grands fondements d'une telle orientation, résident dans l'adoption d'une ligne d'action de lutte de classe qui n'entretienne aucune illusion sur la collaboration de classe et d'une orientation anti-hégémoniste sur le plan international, situant l'action syndicale aux côtés des peuples et des pays qui luttent contre toute forme d'assujettissement impérialiste, qu'il soit le fait d'une grande puissance ou d'une petite puissance impérialiste, qu'il soit le fait de l'impérialisme US ou du social-impérialisme russe. C'est là, la voie qui peut permettre, selon nous, au mouvement syndical de sortir de la division, de reconquérir la confiance des travailleurs et de préparer les grandes luttes que suscitera inévitablement la politique antipopulaire de Giscard-Barre.

Charles MALLOIRE

## Accidentés du travail Qui ?

Maghrébin entre 40 et 49 ans, ouvrier qualifié dans le bâtiment.

Non, ce n'est pas le texte d'une petite annonce, mais la synthèse du rapport statistique pour 1978 — juste publié — de la Caisse nationale de l'Assurance maladie des travailleurs salariés.

Cette année encore, le constat ne s'est pas modifié, ce sont toujours les mêmes branches, les mêmes catégories d'âge les plus touchées par les accidents du travail (\*).

Cette synthèse ne nous est pas livrée tout de go par la Sécurité sociale, c'est en lisant à travers les lignes qu'on discerne la situation.

Ainsi, apparemment les accidents du travail entraînant la mort des salariés chutent en 78, néanmoins ces 1567 décès sont 1567 morts en trop, ce sont encore les branches du bâtiment (500), de la métallurgie (225), du transport et de la manutention (225), qui portent le plus grand deuil. Cette tendance se retrouve pour les accidents graves, 105529 au total en 78.

Poursuivant son analyse le rapport établit le constat suivant : lorsque les salariés vont en âge, si leurs accidents perdent en fréquence, ils gagnent par contre en gravité ; les travailleurs de 40 à 49 ans constituent le pourcentage le plus élevé, 26,7% d'accidentés. L'érosion de 20 à 30 ans de boulot érousse les capacités de récupération !

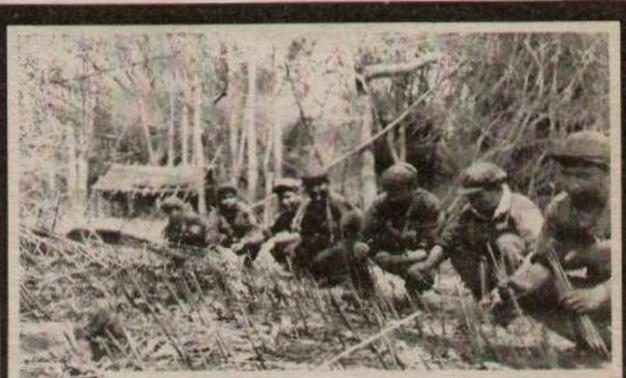
Ici des arguments à foison contre les petits racistes en herbe affirmant que les travailleurs immigrés et particulièrement les Arabes vivent aux crochets de la Sécurité sociale. La métallurgie, le bâtiment et les travaux publics enregistrent le plus fort nombre d'accidents qu'ils soient bénins ou graves, or ces branches regroupent aussi la majorité des travailleurs immigrés, salariés. En 1978, dans la métallurgie, les maghrébins représentaient 4,1% des effectifs (INSEE), ils constituaient 10,1% des accidentés. Dans le bâtiment et les travaux publics, 8% des salariés étaient maghrébins, ils formaient 16% des accidentés.

Enfin la dernière caractéristique, pourquoi ouvrier qualifié ? On s'attendrait plutôt à ce que ce soient les OS et les manœuvres les plus touchés, il n'en est rien. Les ouvriers qualifiés constituant 21,3% des effectifs sont touchés par 46,9% des accidents, il n'en demeure pas moins que le personnel ouvrier représentant 56,2% des salariés forme 83,4% des accidentés.

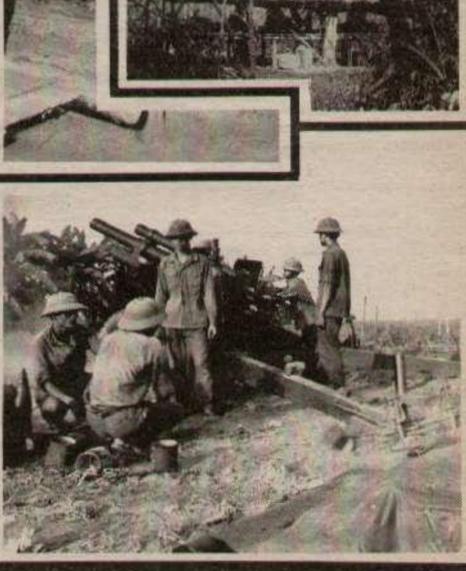
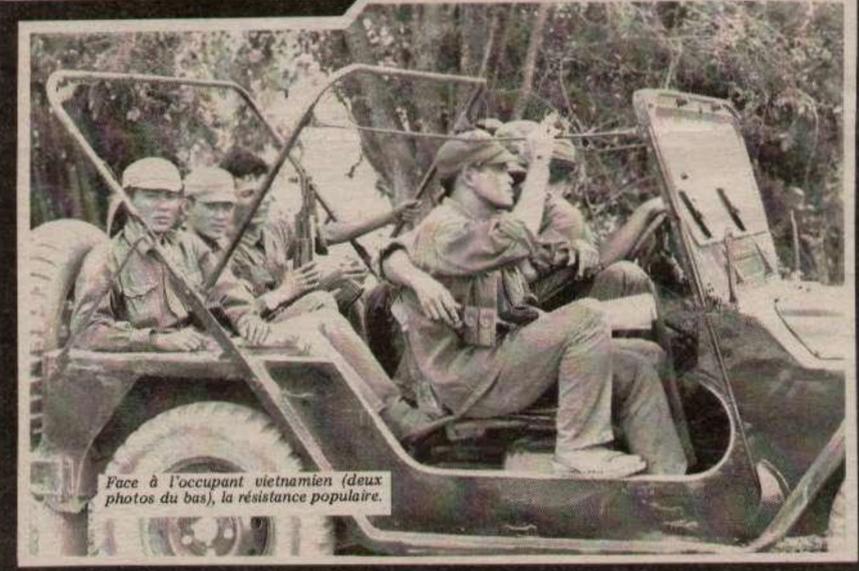
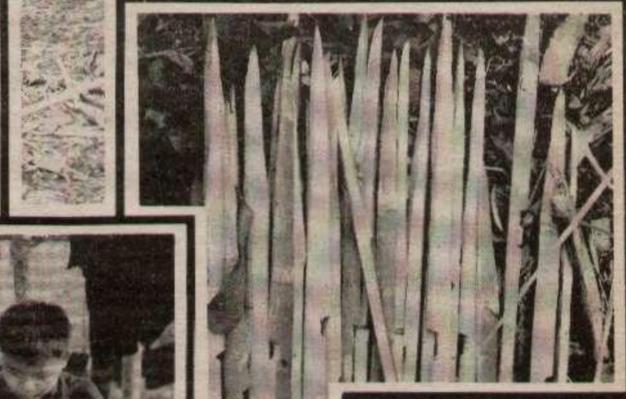
... Tout est-il réglé dans la prévention des accidents ?

Nathalie VILLOTIERS

(\* Les chiffres concernant les accidents du travail sont ceux d'une gravité telle qu'ils ont enregistré une incapacité physique.



« Comme Israël qui, au sortir de l'holocauste, chassa les Palestiniens de leur patrie, le Vietnam, après avoir lutté héroïquement contre les Américains, est convaincu que le monde, se sentant coupable à son égard, n'osera pas le critiquer » : telle est l'opinion émise par un journaliste japonais devant l'envoyé spécial au Cambodge du journal canadien La Presse, le plus grand quotidien d'expression française d'Amérique. Six pages grand format, photos à l'appui, de reportage dans les zones libérées du Cambodge, on n'a jamais vu ça dans la grande presse française, comme si le « complexe de culpabilité » à l'égard du Vietnam y était plus développé que dans les pays anglosaxons, comme si la pression de la propagande soviéto-vietnamienne, relayée par celle du PCF, y était plus puissante qu'ailleurs. La faiblesse, si ce n'est tout bonnement l'absence d'informations sur la résistance armée du peuple cambodgien contre l'invasion vietnamienne, ne s'explique-t-elle pas (en particulier pour la presse de gauche) par la crainte d'être aussitôt taxée de « pro-khmer-rouge », de « suppôt du sanguinaire Pol Pot » dans les colonnes de L'Humanité? Bref, n'y a-t-il pas en France une sorte de capitulation morale devant la propagande pro-vietnamienne et pro-soviétique du PCF? A une époque où l'offensive militaire soviétique se développe dans le monde, une telle attitude de démission est lourde de conséquence, surtout dans un pays comme le nôtre où la presse et la télévision jouent un rôle important auprès de l'opinion publique. Et pourtant, cette résistance cambodgienne dont nous entendons si peu parler ici se renforce bel et bien! Outre le reportage de La Presse dont nous publions de larges extraits ci-contre, la meilleure preuve n'en est-elle pas l'afflux récent de journalistes étrangers (canadiens, américains, japonais, norvégiens, suédois, allemands...) dans les zones libérées, sur invitation officielle du gouvernement du Kampuchea démocratique (dit « Khmer rouge »)? Or, les dirigeants de la résistance antivietnamienne n'auraient jamais invité ces journalistes s'ils n'avaient pas été sûrs de pouvoir assurer leur sécurité. Jamais ils ne les auraient invités s'ils n'avaient pu leur montrer une armée qui s'entraîne et qui combat, la vie qui s'organise dans les zones libérées. C.L.



### une résistance périphérique

Pour combattre les 250 000 soldats vietnamiens qui occupent le pays, le Kampuchea démocratique dispose de 60 000 maquisards réguliers et de 50 000 guérilleros de village.

Dans les milieux occidentaux de Bangkok, on estime à 40 000 hommes la force militaire des Khmers rouges mais l'on admet volontiers qu'ils représentent la seule armée qui compte vraiment dans l'actuelle guerre de résistance.

Les maquisards opèrent en petites unités de trois à quatre hommes, avec un ou deux AK-47, un ou deux bazookas et une mitrailleuse, des mines et des piquets de bambous. Chaque unité a pour objectif de tuer ou blesser au moins un vietnamien par jour.

Les maquisards opèrent en étroite liaison avec la guérilla des villages et même avec les forces d'autodéfense mises sur pied par les Vietnamiens.

« Ces forces locales adoptent une attitude à double face, m'ont raconté plusieurs maquisards. Elles ne peuvent pas défier ouvertement les Vietnamiens, mais la nuit elles travaillent pour la résistance ».

## Cambodge l'enlèvement vietnamien

Le Kampuchea démocratique a adopté par ailleurs une stratégie de résistance et de repli périphériques. Autre nécessité vitale présente dès 1975 avec l'évacuation de Phnom Penh. Objectif : ôter à l'éventuel envahisseur toute possibilité de contrôler le pays uniquement à partir de son noyau « moderne » et l'obliger à se répandre faiblement jusque dans les campagnes propices à la guérilla.

Le facteur stratégique revêt une pertinence cruciale depuis l'invasion vietnamienne : Hanoï contrôle un noyau presque vide mais sans contrôler le pays ou la population. Pour écraser la résistance, il lui faut envoyer ses troupes sur le terrain de la guérilla.

Les Vietnamiens avaient le Nord-Vietnam et le Cambodge comme bases pour faire la guerre au Sud-Vietnam. Les Cambodgiens n'ont aucun sanctuaire semblable pour libérer leur pays ; ils n'ont pas d'autre choix que de s'accrocher au terroir national.

Aussi, les bases périphériques, le long des 800 km de frontière avec la Thaïlande notamment, sont-elles solidement implantées et lourdement minées et piégées contre toute avance frontale de l'infanterie vietnamienne.

Contre cette stratégie du repli, Hanoï dispose cependant d'une arme meurtrière, l'aviation. Et les dirigeants du Kampuchea démocratique sont convaincus que le Vietnam devra tôt ou tard recourir aux bombardements aériens des zones libérées.

Pour cette raison, la population des zones libérées est groupée dans des villages camouflés sous les arbres aux flancs des collines et comptant rarement plus de 1 500 à 2 000 habitants chacun : chaque village peut être évacué en moins d'une heure, m'a dit Thiounn Mumm.

Depuis ma visite, l'armée thaïe a fait état de la présence de Migs vietnamiens à Siem Reap, à mi-chemin entre les provinces d'Oddar Mean Chey au nord et de Battambang, à l'ouest.

### Vers un front contre l'occupant

Une convergence, voire une coordination de fait, existe sur le terrain entre civils et combattants des diverses factions de la résistance khmères, mais l'émergence officielle d'un front commun antivietnamien se heurte encore à des difficultés politiques.

« Rouge ou bleu, Pol Pot est avant tout un Khmer et l'heure est à l'union sacrée contre l'occupant vietnamien. Nous réglerons nos problèmes après, entre Khmers, et le verdict final sera celui du peuple », déclarait Kong Sileah deux semaines avant sa mort.

Il commandait le Mouvement de libération nationale du Kampuchea (Moulinaka), basé à Nong Chan et seule organisation de résistance se réclamant du prince Sihanouk.

Il m'a d'ailleurs raconté comment, quand les Vietnamiens ont attaqué Nong Chan en juin, des Khmers rouges venus de Phnom Chat l'ont aidé à se défendre et à protéger l'évacuation des femmes et des enfants.

« Je me suis battu aux côtés d'un bataillon khmer rouge de 6 heures du matin jusqu'à 5 heures de l'après-midi, contre les Vietnamiens », m'a-t-il affirmé en appelant de tous ses vœux l'unité militaire, mais non politique, de la résistance.

Au moment de mes visites, Son Sann, Sihanouk, le ministre thaï des Affaires étrangères, Siddhi Savetsila, étaient à Pékin et un haut dirigeant du Kampuchea démocratique y était attendu pour tenter de concrétiser le front commun cambodgien.

Le silence qui a suivi souligne la persistance des difficultés.

Quant au Front national de libération du peuple khmer (FNLPK - républicain et anticomuniste), dirigé par Son Sann, ancien premier ministre de Sihanouk, il diverge à la fois du Moulinaka et du Kampuchea démocratique. Son porte-parole déclare :

« Les sanguinaires Khmers rouges restent l'ennemi No 2 et les courtisans corrompus de Sihanouk l'ennemi No 3, dit-il, mais dans la guerre de libération actuelle, nous évitons toute friction entre Khmers afin de concentrer nos efforts contre la clique de Hanoï ».

Mais le FNLPK et le Moulinaka savent qu'un front commun avec le Kampuchea démocratique signifierait aussi un afflux d'armes chinoises pour intensifier la lutte. Son Sann a franchi un pas important la semaine dernière, lorsqu'il a parlé de la possibilité de « contacts militaires » sur le terrain.

Chheam Vam, vice-président du FNLPK, de passage à Montréal il y a quelques jours, m'a dit que tout changement dans la représentation du Kampuchea à l'ONU favoriserait « les envahisseurs vietnamiens ».

A Nong Chan, Kong Sileah avait été direct : « Il faut bien que ce front commun se réalise, ne serait-ce que sur le plan militaire. Politiquement, chacun peut rester sur ses positions jusqu'aux élections. Le peuple décidera alors car lui seul peut décider ».

La mise en veilleuse du socialisme par les Khmers rouges est un autre élément de cette convergence de fait, renforcée par la sourdine que le FNLPK et les sihanoukistes mettent à leurs critiques du Kampuchea démocratique.

### Deux villages dans le nord du Cambodge

Si l'on peut faire un reproche aux dirigeants du Kampuchea démocratique, ce n'est certes pas celui de chercher à séduire les médias.

En tout cas, ils s'y prennent fort mal car l'unique village au programme de ma visite dans le nord, Le Phnom ou Village sur la montagne, offrait le triste spectacle d'une population de 1 000 habitants à 80% atteinte de paludisme.

Je m'arrêtai devant une hutte et j'engageai la conversation avec Pak, 39 ans, originaire de la province de Pursat. La malaria lui cause des problèmes de la vue et il ne peut pas marcher, mais il est l'un des rares à avoir sauvé toute sa famille.

Il me fait le même récit que j'entendrai à plusieurs centaines d'exemplaires dans le nord et, les jours suivants, dans l'ouest, d'une vie nettement améliorée sous le régime révolutionnaire, de la brutalité de l'invasion vietnamienne et de l'épouvante fuite vers l'ouest, dans la forêt, au milieu des morts et des mourants.

Le Phnom a été établi en février dernier. Il y a eu 20 naissances depuis mais seulement trois enfants ont survécu. Le nombre des décès avait atteint 110 au moment de ma visite, fin juillet.

Le lendemain, après avoir assisté aux manœuvres d'une compagnie de maquisards, nous sommes allés vers un autre village, appelé Phum Thmaï ou Village nouveau, établi lui aussi vers février dernier et comptant également un millier d'habitants, mais tellement plus sains, plus vigoureux et plus animés!

Il y avait encore de la malaria mais à un degré moindre. Il y avait par contre une école avec deux salles de classe où les enfants utilisaient des planches de bois comme ardoise et écrivaient avec de la craie.

Il y avait également un hôpital de 30 lits avec quatre « médecins moyens » - des « médecins aux pieds nus » formés sous le régime révolutionnaire pour suppléer à la carence de médecins dans le pays.

« Les statistiques dénombreaient 66 médecins seulement au Cambodge en 1975, soit un pour 100 000 habitants », m'a dit Thiounn Mumm.

Les médicaments font terriblement défaut. Sur une table, quelques flacons de quinine, de sérum glucosé, d'hydrocortisone, de vitamine C et de pénicilline, venant de Chine, du Japon et d'Italie.

### Ils sont partout

Pour Hanoï, officiellement, il n'y a pas de guerre au Cambodge. Seulement quelques bandits qui opèrent à la frontière thaïe.

Cette image ne résiste ni à la réalité du maquis, que j'ai moi-même visité, ni aux témoignages des paysans venant chercher des vivres à la frontière, ni aux reportages de journalistes qui ont visité Phnom Penh.

Sylvana Foa, de l'agence UPI, s'est rendue récemment à Phnom Penh, d'où elle a parcouru les principales routes sous contrôle vietnamien.

Elle mentionne les deux attaques en un mois contre le train reliant Phnom Penh à Battambang, les attentats du mois de juin contre les ambassades d'URSS et du Vietnam à Phnom Penh et deux attaques dont elle a été témoin dans une même journée sur la route nationale 6.

Ayant « couvert » la guerre sous Lon Nol, Sylvana Foa affirme que les Vietnamiens contrôlent à peu près le même territoire que Lon Nol contrôlait en 1970 et que le niveau de la guérilla est comparable à celui de 1970 également.

### L'enjeu international

Ce conflit coïncide, au niveau global, avec la poussée soviétique vers le Sud-est asiatique pour contenir la Chine et pour contrôler les voies maritimes entre les océans Indien et Pacifique. Mais de façon plus immédiate et plus urgente, c'est la survie même du peuple cambodgien qui est en jeu et, par conséquent, l'existence même d'un Cambodge souverain.

### Le Vietnam embourbé

Je ramène enfin de ce voyage dans le maquis cambodgien la certitude que l'armée vietnamienne au Cambodge est dans la même situation que la puissance US au Vietnam il y a moins de 10 ans : elle ne peut pas être vaincue mais elle ne peut pas vaincre non plus car elle a le peuple cambodgien contre elle.

Hanoï est donc obligé de mener une guerre classique, le long des grands axes routiers et ferroviaires. Incapable de « khmèriser » la guerre, il doit maintenir sur place une armée de 250 000 hommes. Partie sur une stratégie de « guerre éclair, victoire éclair », la machine militaire vietnamienne s'est enlisée dans une guerre d'usure qu'elle ne peut gagner à moins d'exterminer le peuple khmer.

### Hier et aujourd'hui

L'invasion et l'occupation vietnamiennes ont amené les Khmers rouges, architectes d'une révolution paysanne intégrale et absolument indépendante, à abandonner le socialisme.

Déjà, dans les villages du Kampuchea démocratique, l'agriculture n'est plus collectivisée. Chaque famille a sa case et son lopin de terre. Chaque individu peut posséder autant de terres qu'il peut cultiver. Le gouvernement a approuvé le principe de la réintroduction de la monnaie. Chaque village élit ses dirigeants par consensus et le gouvernement est prêt à affronter à tout moment des élections supervisées par l'ONU.

Le Kampuchea de l'avenir, affirment les dirigeants, sera édifié sur la base d'une économie libérale ouverte aux investissements étrangers et d'un système politique multipartite et électoraliste. Thiounn Thiom m'a cité à ce propos, à maintes reprises, le modèle du Zimbabwe.

## «On se croirait revenus 40 ans en arrière»

« Je suis le représentant des nationaux-socialistes persécutés depuis 35 ans. C'est sûrement pour dédramatiser la situation et rassurer Fredriksen-le-persécuté que le juge a cru bon de préciser : « Le tribunal est saisi de délits de presse et de rien d'autre ». Ça se passait vendredi après-midi, dans la salle de la 17e chambre correctionnelle du Palais de justice de Paris. La salle est pleine à craquer. Beaucoup de crânes tondu et de nuques rasées dans le public, décidément pour des persécutés ils n'ont pas l'air de se terrorer. Beaucoup de képis aussi, il y en avait tout autour du Palais de justice, il y en avait dans le hall d'entrée, à chaque issue. Ah ! Mais c'est qu'il faut bien les protéger ces « persécutés ». Lui, il est là, somme toute content de lui, sanglé dans une gabardine blanche, rougeaud, porcine, les mains dans les poches, il parade presque. Persécutés, Oh que non ! Malheureusement ! Autour de moi des avocats en robe noire se disaient entre eux : « Il s'en tirera avec trois mois avec sursis, grand maximum ». Tandis que Fredriksen cite les noms de la poignée de collabos qui se trouvent encore en prison, une personne dans la salle s'effondre, subitement prise de malaise. C'est Marie-Madeleine Fourcade, elle vient d'entendre le nom de celui qui a livré son beau-frère aux nazis. « Salaud ! Intolérable ! C'est pas possible d'entendre ça ». « Chut ! » fait le juge tour à tour patelin et menaçant comme un maître d'école qui réprimande des élèves bruyants. « Pas de réflexions ici » disent les képis. Mais qui sont ces gens qui se permettent des réflexions dans le tribunal ? Tout simplement d'anciens déportés indignés d'entendre nier la réalité de l'extermination des Juifs, indignés d'entendre parler du « prétendu mythe de l'holocauste ».

Marcel Paul, Mme Chombard de Lauwe et bien d'autres qui ont survécu à la barbarie nazie viennent témoigner de ce qu'ils ont vu dans les camps de la mort. Mme Chombard de Lauwe évoque 800 bébés morts sous ses yeux à Ravensbrück. « A ceux qui disent Hitler est dans nos cœurs, Hitler est notre avenir, je réponds : cet avenir est intolérable » clame-t-elle. Assis à son banc, Fredriksen écoute, un perpétuel sourire en coin déforme sa bouche. Il sait qu'il n'est poursuivi que pour des écrits, que son « journal » continue de paraître, enregistré à la commission paritaire, qu'il pourra encore y revendiquer les plasticages, les incendies, les ratonnades dans ses colonnes. On ne le poursuit pas pour des actes, on le poursuit pour des écrits. Il compte bien continuer d'ailleurs comme il l'a écrit dans une lettre de menace lue par un avocat : « Faites bien votre répression, ne ratez pas les fascistes, car nous ne vous raterons pas ». On se croirait revenus quarante ans en arrière, au temps de la peste brune. Mais nous sommes bien sous la 5e république, le 19 septembre 1980. Le jugement sur les écrits revendiqués par Fredriksen sera rendu dans un mois. D'ici là, combien d'attentats, combien de tabassages, combien de provocations racistes impunit ?

## Les prud'hommes Comment s'en servir

Lorsque vous engagez une procédure de divorce, vous vous adressez à un tribunal de grande instance, vous avez un litige avec un commerçant vous en référez à un tribunal de commerce, vous avez un litige avec votre employeur, vous engagez une procédure auprès du Conseil de prud'hommes. Ceci pour situer le Conseil de prud'hommes dans la jungle des juridictions, mais il ne faut pas le réduire à une procédure judiciaire quelconque, il constitue une étape juridique de la lutte sociale. Bien que les outils de la procédure prud'homale (code du travail, conventions collectives, règlements d'entreprise et... usages) donnent bien souvent raison aux patrons, il n'en demeure pas moins que le recours à l'institution prud'homale n'est pas une arme qu'il faut laisser au râtelier.

Vous êtes en litige avec votre patron, trois procédures vous sont offertes : le recours en référé, la conciliation, le procès.

### LA CONCILIATION

Après avoir préparé votre dossier avec votre section syndicale et à d'autres niveaux avec votre syndicat, vous — ou votre avocat — déposez au secrétariat du greffe de votre Conseil prud'homal (\*) vos chefs de demande (vos revendications), sur-le-champ le secrétariat du greffe vous remet une convocation pour assister à l'audience de conciliation avec votre employeur. Le greffe dispose de formulaires pour établir vos chefs de demande, notez avec précision vos griefs, l'intitulé exact des infractions de votre employeur, le chiffrage détaillé de votre dû.

Votre patron recevra à son tour une convocation pour assister à la conciliation.

Dans l'attente du jour de la conciliation, préparez votre dossier, consignez les faits juridiques. Le jour de la conciliation, votre présence est néces-

saire, à défaut, vous pouvez vous faire représenter par des délégués syndicaux, par votre conjoint ou par votre avocat.

Si une conciliation totale est possible, un procès-verbal est établi, les choses en restent là. Si seulement une conciliation partielle peut être obtenue, un procès-verbal sur le jugement des questions tranchées est établi. S'il y a absence de conciliation, l'affaire est soit renvoyée au bureau de jugement, soit à deux conseillers rapporteurs.

Lors de la conciliation, vous pouvez modifier les chiffres de chefs de demande ou formuler des demandes nouvelles. Le bureau de conciliation peut ordonner la délivrance par l'employeur de certaines pièces qu'il détenait et qui serviront à la défense du travailleur, il peut également ordonner le versement d'une provision sur le dû du travailleur.

Le rôle des conseillers rapporteurs est d'alimenter la procédure d'enquête par l'audience de témoins, par le transport sur les lieux de l'entreprise pour mieux apprécier les déclarations du travailleur sur les conditions de travail, par exemple.

### LE PROCES

Après une phase vaine de conciliation, votre affaire passe devant le bureau de jugement, composé de deux conseillers de travailleurs et de deux conseillers d'employeurs. Là aussi, vous avez la possibilité de formuler un nouveau chef de demande.

Les décisions du bureau de jugement doivent être prises à la majorité. Si tel n'est pas le cas, l'affaire est donnée à un juge départiteur qui ne tranchera que les litiges restés en suspens, donc ne traitera pas ceux éventuellement réglés à une conciliation partielle ou par le bureau de jugement.

### LES RECOURS

A l'issue d'un verdict de prud'hommes qui ne vous satisfait pas, pouvez-

vous faire appel (faire juger votre affaire en cour d'appel) ?

Cela dépend de vos chefs de demande :

S'ils sont inférieurs à 3500 francs, ou si vous ne réclamez que des bulletins de paie ou des certificats de travail, quel que soit le jugement des prud'hommes, vous n'avez pas la possibilité de faire appel, on dit dans ce cas-là que les prud'hommes ont jugé en dernier ressort.

Si vos chefs de demande sont supérieurs à 3500 francs ou si vous réclamez un droit qui ne se traduit pas forcément en argent, vous avez alors la possibilité de faire appel si le verdict ne vous satisfait pas, on dit alors que les prud'hommes ont jugé en premier ressort.

### LES REFERES

La loi du 18 janvier 1979 a modifié la réglementation des référés. Vous pouvez déposer votre demande à un greffe du Conseil des prud'hommes ou par acte d'huissier de justice. En général, la décision du jugement est prise sur-le-champ. Les ordonnances (décisions) du référé sont provisoires, elles peuvent être modifiées par le bureau de jugement. Les référés offrent un avantage, ils constituent une procédure particulièrement rapide, elle vous permet ainsi d'obtenir vite un rappel de salaire ou la délivrance d'une pièce indispensable pour vous.

Mais rappelons-le encore une fois, engager une procédure prud'homale fait partie intégrante de la lutte revendicative et doit être menée à ce titre étroitement avec votre syndicat.

Nathalie VILLOTIERS

(\*) Conseil prud'homal : son établissement relève soit du lieu de l'entreprise, soit de celui où le contrat a été signé, s'il est distinct de celui de l'entreprise, soit du domicile de l'employeur.

## FLASH-ECONOMIE

- Sacilor, Usinor, Cockerill, licenciements encore et toujours
- Les pays exportateurs envisagent une indexation des prix du pétrole

Les ministres des 13 pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se sont réunis à Vienne pour définir leur stratégie. Dans leur discours d'ouverture ils ont dénoncé justement à nouveau les dirigeants des pays capitalistes qui « s'acharnent à vouloir faire supporter à l'OPEP l'entière responsabilité des maux dont souffre l'économie mondiale et tentent de masquer les causes réelles de la crise économique ».

Dans le but de réunifier et harmoniser les prix du pétrole de l'OPEP, l'Arabie saoudite a décidé de relever son prix de 28 à 30 dollars le baril, tandis que les autres pays membres de l'OPEP gèleront leurs tarifs jusqu'à la mi-décembre, date de la conférence ordinaire de l'OPEP.

D'autre part des discussions ont eu lieu, qui devront se poursuivre à Genève, le 14 octobre, à propos de la question de l'indexation du prix du pétrole. Le comité de stratégie à long terme a retenu, rappelons-le, comme critères :

- un « panier » de dix devises afin de se prémunir contre la dépréciation monétaire, du dollar en particulier ;
- l'évolution du coût de la vie dans les pays industrialisés pour se prémunir de l'inflation ;
- l'évolution de la production intérieure brute des pays industrialisés pour garantir une légère progression du pouvoir d'achat du pétrole.

La question est d'importance lorsqu'on sait que d'une part les revenus

tirés de la vente de leur pétrole sont érodés par l'inflation et la baisse du dollar et que d'autre part les pays impérialistes vendent les produits manufacturés dont ils ont besoin à des prix très élevés.

La question de l'aide au tiers monde a également été soulevée et fera l'objet d'une réunion particulière le 6 octobre.

Enfin, les pays de l'OPEP ont réaffirmé de nouveau la nécessité de négociations globales dans le cadre du dialogue Nord-Sud, pour promouvoir un « nouvel ordre économique international ». Autrement dit, ils demandent que soient liées les discussions sur les problèmes monétaires et celles sur les problèmes touchant les prix des matières premières et l'aide au développement. Il s'agit là d'une exigence fondamentale à l'égard des pays impérialistes qui s'attachent à saucissonner les différents problèmes des pays du tiers monde, ceci afin de pouvoir masquer leur politique de pillage du tiers monde. Revendication donc fondamentale qui porte sur le problème de la détérioration des termes de l'échange qui concerne également l'instabilité des recettes tirées de la vente des produits de base du tiers monde grignotés par l'inflation.

Déjà fin juillet, face à la crise qui redoublait dans la sidérurgie, aggravée par celle de l'automobile (qui absorbe 15 à 18 % de la production d'acier), la commission européenne

prévoyait une réduction volontaire de la production d'environ 10 % au cours du second semestre par rapport aux six derniers mois de 1979. Celle-ci devait non seulement porter sur certains produits (60 % du total) mais aussi sur les livraisons d'acier brut. Réduction lourde de conséquence, il va sans dire, sur l'accélération des licenciements.

Aujourd'hui ces chiffres sont de nouveau réévalués en baisse. Les diminutions envisagées pour le second semestre (par rapport à 1979) sont de près de 30 % pour le Royaume-Uni, 11% pour l'Allemagne de l'Ouest, 17 % pour la Belgique, 13 % pour le Luxembourg et 16 % pour la France.

Les conséquences seront l'accélération et l'accroissement des suppressions d'emplois.

En Belgique, le trust Cockerill qui avait déjà licencié dans son plan de restructuration d'il y a deux ans 4 à 6000 travailleurs sur 46000 emplois, va être aujourd'hui séparé en plusieurs unités.

En France, après Sacilor qui prévoyait le 28 août dernier le départ en préretraite de 1400 à 1600 travailleurs en plus des 8500 départs prévus, c'est Usinor qui vient d'annoncer que le départ de 580 travailleurs est avancé d'un an. Au total ces 580 suppressions d'emplois au 1er octobre 1980 viennent s'ajouter aux mille autres suppressions qui doivent avoir lieu également au 1er octobre en vertu de la Convention sociale de 1979.



## «RUMEURS DE PLUIE» DE ANDRÉ BRINK

### Un écrivain contre l'apartheid

«... Le genre de changement dont nous avons besoin dans ce pays, c'est en allant droit aux racines que nous le trouverons. J'y pense, comme je pense ces jours-ci à la pluie. Des rumeurs. Rien de plus. (...) Mais bien sûr, a-t-il ajouté, quand ça va commencer à tomber, ça va se passer comme papa l'a dit : un vrai déluge qui emportera tout sur son passage» (p. 79). Les Rumeurs de pluie, ce sont les mille craquements au début imperceptibles qui signifient que quelque chose de profond est en train de se produire. Ces craquements ont lieu dans toute la société d'apartheid en Afrique du Sud. Martin Meynard, l'homme à qui tout réussit : «ses» entreprises minières, «sa» famille, «ses» enfants, «sa»

maîtresse, «ses» parents, ne sera pas épargné par le déluge à venir. Lui, l'Afrikaner, sûr de lui, de son pouvoir, imbu de sa supériorité (ne descend-il pas des premiers colons hollandais de ce pays?), se trouve tout d'un coup isolé.

Lui qui a toujours tenté de séparer chaque élément de sa vie, voit tout s'effondrer en même temps. Il se retrouve seul. Après une période de sécheresse interminable, au-dehors c'est le déluge, c'est aussi la grande manifestation du ghetto africain de Soweto à la suite de quoi rien ne sera plus comme avant.

«J'ai soigneusement tenté de séparer chaque élément de ma vie» dit Martin.

Mais on n'échappe pas à un système dans lequel 4 millions de blancs exploitent impitoyablement 20 millions d'Africains, en imposant par la répression violente un système de séparation des races qui maintient les noirs dans un état de dénuement et d'oppression total, pour en faire des parias sur leur propre sol. Un tel système imprègne les moindres rapports sociaux. Tout commence avec Bernard, le meilleur ami de Martin, brillant avocat. Comprenant qu'on ne peut changer le système en se contentant de plaider pour les noirs, il s'engage dans des mouvements clandestins contre l'apartheid; sur le point d'être arrêté, il fait appel à Martin qui refuse de l'aider. Louis, son fils, qui revient de combattre en



Angola dans les rangs de l'armée sud-africaine, est indigné par l'attitude de son père et s'en va rejoindre les guérilleros aux frontières. Même Béa, la maîtresse de Martin, influencée par Bernard, milite elle aussi dans un mouvement clandestin.

Elle sera arrêtée le jour de Soweto. Jusqu'à Charlie, le bras droit de Martin, un noir qu'il avait engagé pour faire plaisir à Bernard, est lui aussi dans le coup. Martin le PDG coupe les mains de tous ceux qui voudraient se raccrocher à sa barque et pourraient l'entraîner avec eux : «Je devais m'occuper de mon holding; j'avais une famille. Au bout de plusieurs années de calcul méticuleux, de dur labeur, j'étais parvenu à un certain statut au sein de ma société. Je ne pouvais m'offrir le risque de tout perdre». Resté seul, désespérément seul pour préserver son statut social dans le système, Martin le PDG afrikaner, pressent que ce système est lui-même à terme condamné. Traversé par le souffle d'un grand écrivain, ce roman décrit avec une grande lucidité la société sud-africaine blanche, une société minée de contradictions qui ne sont que le reflet de l'impitoyable système d'apartheid. Il montre aussi la répression et l'exploitation dont sont victimes les Africains en Afrique du Sud.

André Brink fait partie avec Breyten Breytenbach de ces écrivains blancs d'Afrique du Sud qui ont choisi de combattre le dernier bastion européen d'Afrique : le système racial de l'apartheid.

Léon CLADEL

### RETOUR A MARSEILLE

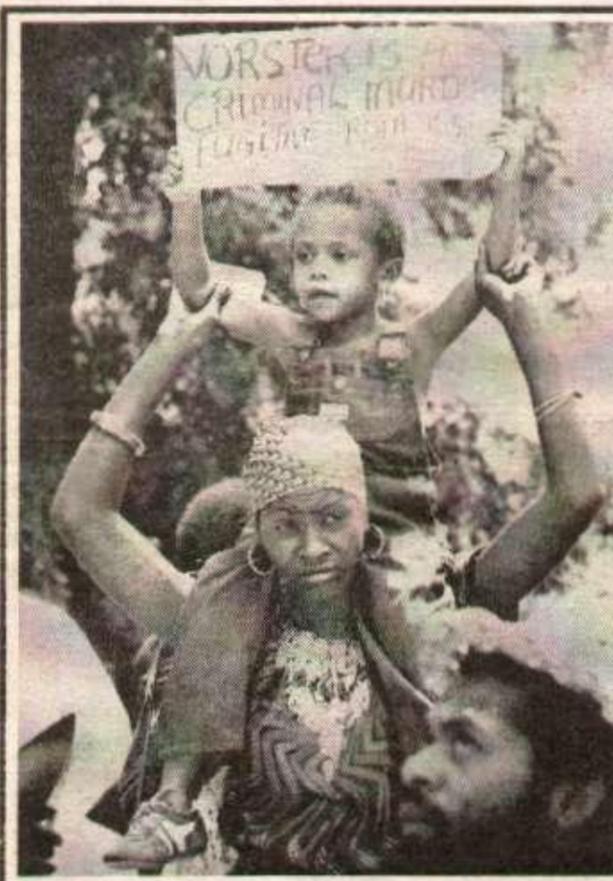
Un industriel italien, Michel Bertini, interprété par Raf Vallone, retourne à Marseille pour l'enterrement d'une vieille tante. Sa famille le reçoit comme le «tonton qui revient d'Afrique». Sauf le neveu, appelé le Mino, qui se fait la malle avec la BMW du tonton. La malle, c'est bien le cas de le dire puisque le tonton de Rome avait laissé dans la voiture une malette bourrée de fausses factures.

A la recherche du neveu perdu, le tonton va retrouver Marseille, les lieux de son enfance, sa famille formée d'immigrés italiens, les campagnes avoisinantes couvertes de cités, de terrains vagues et de bretelles de dégagement. Mais c'est surtout le paysage social qu'Allio nous montre : les milieux des cités ouvrières, Luc, un autre neveu qui avec son CAP de mécanicien gratte la coque des navires avant de les repeindre, sur les immenses chantiers de la réparation navale, le bruit et la poussière qu'on avait.

Les jeunes, conscients qu'on les roule du début à la fin, mais avec l'illusion qu'on échappe au système parce qu'on vit en marge de cave de HLM en cabanon dans les calanques. Le paysage social, c'est aussi ce gros plan sur la main et le visage d'un travailleur maghrébin, dans un autobus qui le ramène du chantier.



Le seul qui comprend le Mino et les jeunes qui font des bêtises, c'est le vieil oncle Charles qui, lui aussi, a fait des petits coups avant de travailler sur les chantiers et dans les usines, avant de faire le Front populaire et la Résistance. La répression policière contre les jeunes et les habitants des cités en général est très présente dans le film. «J'ai travaillé sur les types de personnages, et en particulier sur un personnage qui, dans la tradition du cinéma français, a toujours une place secondaire : c'est l'homme — ou la femme — du peuple qui vient en contrepoint, un peu pour faire rire et n'occupe jamais la place centrale. J'ai fait le travail de le mettre au milieu, comme l'a fait tout un courant de la peinture française...» explique le réalisateur, René Allio. Malgré des longueurs et des maladresses dans le scénario, ce film a le mérite de situer les personnages dans un contexte social bien précis pour expliquer leur conduite, sans se complaire dans la peinture de loubards paumés et intemporels.



#### UNE SAISON BLANCHE ET SECHE

Ben du Toit, Afrikaner, professeur, est vraiment persuadé que «tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles» jusqu'au jour où le jardinier du collège vient lui demander de l'aider à retrouver son fils, enlevé par les sinistres «brigades spéciales» lors des émeutes qui ont suivi la révolte de Soweto en 1976. Il découvre progressivement la dure réalité de l'apartheid, le fils est mort en prison, le père est à son tour enlevé par les «brigades spéciales». Au fur et à mesure qu'il avance dans son enquête, le filet de la répression va se refermer sur lui, menaces, intimidation, perquisition et perte de son emploi. Exclu par les blancs, il n'est pas accepté par les noirs jusqu'au jour où une mystérieuse voiture le renverse et le blesse mortellement. Accident de la circulation.

Stock — 68,00 F prix Herbes sauvages

#### AU PLUS NOIR DE LA NUIT

Malan, un acteur noir, a une liaison avec une blanche; arrêté et torturé, il écrit dans sa cellule l'histoire de sa vie et le drame de son peuple.

Stock — 58,00 F prix Herbes sauvages

#### UN INSTANT DANS LE VENT

Une expédition du XIXe siècle en Afrique du Sud se termine par la catastrophe. Le guide se suicide, les porteurs s'enfuient. Elisabeth, seule survivante du groupe rencontre Adam, un esclave noir en fuite. Ils vont faire route ensemble vers la ville.

Stock — 50,00 F prix Herbes sauvages

Tous ces livres sont en vente aux Herbes sauvages, 70 rue de Belleville, 75020 Paris, métro Pyrénées ou Belleville. On peut les commander à Livres service, 24 rue Philippe de Girard, 75010 Paris. Libeller les chèques à l'ordre des Herbes sauvages. Ajoutez 5,00 F pour les frais de port.

## ...TELE RENDEZ-VOUS...TELE RENDEZ-VOUS...!

Lundi 29 septembre, TF 1, 22h  
Les nouvelles de l'histoire :  
ARCHEOLOGIE INDUSTRIELLE  
ET MEMOIRE OUVRIERE

Evocation de monuments souvent méprisés : les usines. Cet oubli permet de passer sous silence une classe dont on voudrait nier l'existence : la classe ouvrière. Il est plus facile d'invoquer un passé rural paré d'autant de couleurs chatoyantes qu'il est plus lointain. L'émission se déroulera dans une ancienne corderie à Notre-Dame-de-Bondeville, dans une ancienne forge à Aube, dans l'Orne et dans une station de pompage à l'Isle-les-Meldeuses. La construction du Transsibérien sera également évoquée, sous forme de banc-titre, à partir d'archives.

Avec comme invités, notamment, M. Loequin, historien et sociologue, M. Daumas, spécialiste de l'archéologie industrielle qui vient de publier un ouvrage sur le sujet.

Mardi 30 septembre, A 2, 20h 40  
Les dossiers de l'écran :  
UNE OPINION PERSONNELLE

Le film introductif *Une opinion personnelle* (réalisé en URSS en 1977) évoque la descente de deux jeunes psychosociologues, envoyés de Moscou, dans une usine du fin fond de la Rus-

sie. Le débat porte sur la vie quotidienne en URSS. Les invités ne sont pas encore connus.

Jeudi 2 octobre, TF1, 21h 30  
LES JOURNALISTES TEMOINS  
DE NOTRE TEMPS :  
GRANDEUR ET DOULEUR DE L'ISLAM

L'Islam, c'est 800 millions de fidèles, répartis principalement au Moyen-Orient. Plus que les minarets des mosquées du haut desquels les muezzins appellent les fidèles à la prière, ce sont les derricks des puits de pétrole qui concentrent l'intérêt et la convoitise des grandes puissances.

Les récents événements ont placé cette région sous les feux de l'actualité pour en faire le premier point chaud du monde. Ce fut le renversement de la dictature du Chah d'Iran, par le peuple iranien et la venue au pouvoir de l'ayatollah Khomeyni, chef religieux des musulmans chiites.

Avec la chute du Chah, s'achevait la domination des USA sur ce pays, un des plus importants producteurs de pétrole, frontalier de l'Union soviétique. Fin 79, les chars russes occupent Kaboul et se heurtent depuis à une vive résistance de la part du peuple afghan. Enfin, c'est en Arabie Saoudite, 3e producteur mondial, que se trouve La Mecque, cœur de l'Islam, haut-lieu de pèlerinage. L'Iran, l'Afghanistan, le Golfe Persique, ces

trois points chauds structurent l'émission de Roger Pic : «Grandeur et douleur de l'Islam». Islam revendiqué comme référence symbolique pour des peuples et des pays qui luttent pour sauvegarder leur indépendance à la fois vis-à-vis des USA et de l'Occident et vis-à-vis du social-impérialisme soviétique. Dès l'entrée de ses chars à Kaboul, Brejnev a déployé des troupes le long des frontières iraniennes et pakistanaïses, faisant planer une menace sur ces deux pays. S'il prend l'Arabie Saoudite en tenaille, Brejnev pourra ainsi couper la route du pétrole ce qui revient à asphyxier économiquement l'Europe, avant de l'attaquer militairement.

Par le biais de montages d'actualités combinés avec des interviews et commentaires, Roger Pic a retracé les récents événements qui ont bouleversé cette partie du monde et dont l'issue aura des répercussions dans le monde et en Europe. Un débat rassemblant six journalistes suivra le film. Une première émission de ce type avait déjà eu lieu sur les réfugiés : «Les parias de l'histoire», le 24 avril. C'est, six ans après, la même formule que «Le rendez-vous des grands reporters» sur la Une, supprimé avec l'éclatement de l'ORTF.

Participerons à cette émission : Josette Alia du *Nouvel Observateur*, Henri Alleg de *l'Humanité*, Jacques Buob de *l'Express*, Thierry Desjardin du *Figaro*, René Mauries de la *Dépêche du Midi*, Eric Rouleau du *Monde*.

## ...TELE RENDEZ-VOUS...TELE RENDEZ-VOUS...!



Kim Dae-jung devant la Cour martiale (3e accusé à partir de la gauche et en encadré)

## IL FAUT SAUVER KIM DAE-JUNG

Plusieurs associations de démocrates coréens à l'étranger ont publié la déclaration suivante pour sauver Kim Dae-jung. Nous nous joignons à leur appel et exigeons du gouvernement français qu'il rompe son scandaleux silence.

Le 17 septembre 1980, la cour martiale de Séoul a condamné à mort M. Kim Dae-jung, chef de l'opposition libérale sud-coréenne. Bien qu'il ait été condamné pour sédition et atteinte à la sécurité de l'Etat, l'accusation n'avait apporté aucune preuve. Il s'agit là bien d'un procès politique destiné à éliminer physiquement l'homme qui symbolise depuis longtemps la démocratie libérale en Corée du Sud et à affaiblir les mouvements d'opposition des Coréens d'outre-mer.

Cette parodie de justice était prévisible depuis son arrestation, le 18 mai et notamment le massacre de Kwangju. Les 13 et 14 août 1980 s'est tenue à Tokyo une conférence d'urgence des représentants des mouvements démocratiques des Sud-coréens à l'étranger pour sauver la vie de Kim Dae-jung et l'instauration de la démocratie en Corée du Sud. A cette fin, la conférence a, à l'unanimité, créé un Conseil de liaison des Coréens à l'étranger.

Nous, signataires de cette déclaration, qui faisons partie de ce Conseil de liaison, condamnons énergiquement la condamnation à mort de Kim Dae-jung qui n'est rien d'autre que l'assassinat ordonné et légalisé par le général Chun Too-hwan, et exigeons du régime de Séoul sa

libération immédiate et celle de tous les opposants ainsi que la levée de la loi martiale, mesure sans laquelle la situation en Corée du Sud risque de devenir explosive.

Estimant que les appuis réels et constants donnés aux régimes de la dictature en Corée du Sud par les Etats-Unis et le Japon ont été des causes profondes du malheur actuel du peuple coréen, nous demandons aux gouvernements de ces pays d'arrêter leur aide et d'intervenir auprès de Séoul plus efficacement afin de sauver Kim Dae-jung et d'arrêter cette continue violation des droits de l'homme.

Préoccupés par la menace de mort qui pèse sur Kim Dae-jung, symbole de l'opposition libérale sud-coréenne, nous demandons au gouvernement français, à la ve-

le du voyage de M. Jean-François Poncet à Séoul, d'intervenir auprès des autorités de Séoul en faveur de Kim Dae-jung et ses coaccusés.

Nous lançons également un appel pressant à l'opinion française et internationale pour arrêter cette injustice, appel d'autant plus urgent que dans l'état actuel des choses, seule la pression internationale peut encore sauver Kim Dae-jung.

Paris, le 22 septembre 1980

Lee Hi-sé  
Association pour la réunification de la Corée par voie d'autodétermination

Yi Yu-jin  
Association des Coréens libres

Hur Hong-shik  
Groupe d'études sur la nation coréenne

### Iran-Irak

## Des escarmouches à la guerre



Les escarmouches entre l'Irak et l'Iran se sont transformées en guerre ouverte dans la région du Chatt El arab, large voie d'eau qui se jette dans le golfe Persique. Sur ses rives se trouvent, du côté irakien, les deux grands ports d'exportation du pétrole, du côté iranien le port de Khoramchar et le grand centre pétrolier d'Abadan. La province iranienne limitrophe du Khouzistan, peuplée d'Arabes (ancien Arabistan), renferme 90% des richesses pétrolières de l'Iran.

C'est dans cette région qu'un conflit frontalier oppose de longue date l'Irak et l'Iran. Les incidents n'ont jamais cessé, même après les accords d'Alger conclus en 1975 avec le régime du Chah, mais aussitôt désavoués par l'Irak qui s'estimait lésé.

Les difficultés que rencontre aujourd'hui l'Iran ont amené le gouvernement irakien à estimer que les conditions étaient devenues favorables pour faire prévaloir ses revendications territoriales. Il faut dire que des interventions externes ont sans doute contribué à dégrader la situation. Rappelons que le gouvernement

iranien a protesté à plusieurs reprises contre les livraisons d'armes soviétiques à l'Irak. En même temps, l'Irak s'est rapproché des pays occidentaux et a laissé s'infiltrer sur son territoire une armée de mercenaires iraniens partisans du régime du Chah commandée par le général Oveissi et s'intitulant « Armée de libération de l'Iran ».

La situation est donc complexe, d'autant que cette guerre se déroule à proximité du détroit d'Ormuz par où transitent 40% du commerce pétrolier mondial. La recherche d'une solution négociée entre l'Irak et l'Iran est le seul moyen permettant de régler le différend dans l'intérêt des deux pays. Elle couperait court aux risques que le conflit fait courir à la paix dans la région et à la paix mondiale. Sans parler du danger de guerre généralisée, la poursuite et l'aggravation de la guerre offrirait un terrain favorable aux intrigues des superpuissances. Les USA pourraient y voir le moyen de regagner quelque influence dans la région, l'URSS y cherchant quant à elle l'occasion d'une pénétration accrue, après l'invasion de l'Afghanistan voisin.

### PLUSIEURS PAYS DE L'OPEP DIMINUERONT LEUR PRODUCTION DE PETROLE

Après les Emirats arabes unis, c'est l'Irak et l'Algérie qui viennent d'annoncer officiellement leur décision de diminuer de 10% leur production de pétrole.

Cette mesure a pour but d'éliminer le surplus pétrolier qui se chiffre à 3 millions de barils par jour.

Ce surplus permettait aux pays capitalistes développés de constituer des stocks très élevés. C'est ainsi par exemple que l'Institut américain du pétrole vient d'annoncer que les stocks de pétrole aux USA atteignent 390, 6 millions de barils, soit une augmentation de 21,8% par rapport à la fin août 1979.

Quant aux importations américaines, elles n'auraient pas dépassé 4,6 millions de barils par jour au mois d'août, soit 32% de moins qu'en août 1979.

### LES COMMISSIONS OUVRIERES ESPAGNOLES A PEKIN

Une délégation des Commissions ouvrières espagnoles (syndicat largement dirigé par le PCE), conduite par son secrétaire général Camacho, vient de visiter la Chine, à l'invitation de la Fédération des syndicats de Chine.

Des relations d'amitié sur la base de l'égalité totale, du respect et de la non-ingérence mutuels ont été établies entre les

deux syndicats. Ce qui répond « aux vœux et aux intérêts des ouvriers des deux pays, mais aussi contribue à la promotion de la coopération entre ouvriers et syndicats de tous les pays ».

Les deux syndicats ont échangé leurs points de vue sur diverses questions, en particulier l'évolution des événements internationaux et la situation du mouvement ouvrier international.

### LA ZAMBIE CONTRE L'INVASION DU VIETNAM AU CAMBODGE

Après une tournée en Europe de l'Est, le président zambien, Kaunda, en visite en Inde, a tenu une conférence de presse où il a déclaré : « Il faut permettre au peuple cambodgien de régler lui-même ses propres problèmes et les troupes étrangères doivent se retirer ».

Kaunda a rappelé que l'opinion mondiale s'était déjà exprimée sur la question afghane et cambodgienne et que l'ONU avait déjà pris majoritairement position pour le retrait des troupes étrangères du Cambodge et d'Afghanistan.

### LA POSITION DE LA CHINE SUR LE DIALOGUE NORD-SUD

A l'issue de la conférence de l'ONU sur le développement économique accléérée dans une impasse, l'Agence Chine nouvelle a publié un commentaire dont voici un extrait : « Il est certain que l'Occident connaît actuellement une récession éco-

nomique résultant de l'inflation et de la crise énergétique. Mais les difficultés qu'ont rencontrées les pays en voie de développement sont encore plus grandes. A la fin de l'année dernière, les dettes contractées par ces derniers s'élevaient à 360 milliards de dollars américains. Nombre de pays en voie de développement sont confrontés à un déséquilibre des rapports entre l'industrie et l'agriculture et à un sérieux problème de céréales. Il est donc nécessaire que les pays occidentaux leur accordent davantage d'assistance et de facilités. C'est également un devoir auquel l'Union soviétique, pays développé, ne doit absolument pas se dérober (...).

« Il existe des contradictions et une interdépendance entre les pays développés et les pays en voie de développement ; il existe entre eux un antagonisme et une coopération. Les pays développés ont besoin des matières premières et des marchés des pays en voie de développement. Si les pays développés tiraient des profits excessifs et si les pays en voie de développement devenaient par là toujours plus pauvres, cela irait contre l'intérêt des pays développés. Ces derniers doivent par conséquent appliquer une politique d'égalité, d'intérêt réciproque, d'équité et de rationalité dans leurs échanges économiques avec les pays en voie de développement, ce qui est aussi à leur avantage. En tenant compte des difficultés des pays développés, les pays en voie de développement doivent éviter d'avoir de trop grandes exigences, cela est aussi conforme à leurs intérêts à long terme (...).



### NOUVELLE ATTAQUE ETHIOPIENNE CONTRE LA SOMALIE

Des troupes éthiopiennes soutenues par l'aviation ont envahi le district de Dolo en Somalie, a annoncé un communiqué somalien.

Déjà, le 27 août, la Somalie avait repoussé une attaque des forces terrestres et aériennes éthiopiennes, au nord-ouest du pays.

Il n'est pas indifférent de rappeler que la querelle somalo-éthiopienne est activement entretenue par l'URSS qui accorde son soutien politique mais aussi en armes et en conseillers militaires à l'Ethiopie.

L'objectif stratégique de Moscou est clair : contrôler l'importante voie de passage entre la mer Rouge et l'océan Indien, et pour ce faire balayer l'obstacle de la Somalie, farouchement attachée à son indépendance.

# POLOGNE

# A l'heure de Gdansk

■ Est-ce que, compte-tenu de ce que tu sais de la Pologne, ce mouvement t'a étonné? Pourquoi en août 1980?

Non, ça ne m'a pas étonné du tout. La seule chose qui m'ait étonné, c'est que cela arrive aussi tard et aussi l'ampleur du mouvement.

Quand j'étais en Pologne l'an passé et les deux années précédentes, la situation sociale était très difficile. Il y avait un sentiment de «ras l'bol» qui était partagé par l'ensemble de la population : tout le monde se plaignait du parti, des Russes, du boulot. Les symptômes les plus importants étaient l'alcoolisme et l'absentéisme au boulot, seuls moyens d'opposition au régime à ce moment-là. Je pensais que ces difficultés allaient se concrétiser au moment des Jeux olympiques puisque la Pologne était chargée d'assurer toute la partie alimentaire, nourriture des Jeux, dans le cadre du «partage équitable entre pays frères». Quand on voit les difficultés qu'il y avait auparavant sur ce plan, j'étais persuadé que ça allait éclater pendant les J.O. Effectivement, les grèves ont commencé pendant les J.O.

Au sujet de ces Jeux, certains faits m'ont été rapportés qui sont révélateurs de l'antisoviétisme, très important en Pologne.

D'abord, ce récit qui circulait partout dont je n'ai pas pu vérifier l'authenticité, mais qui m'a été raconté partout où je suis passé, dès mon arrivée. Ça se serait passé près de Lublin, du côté de la frontière russe. Un train qui transportait des boîtes de peinture vers la Russie stationnait là. Un cheminot qui avait besoin de repeindre sa maison est allé piquer une boîte; en l'ouvrant chez lui, il s'est aperçu qu'au lieu de peinture, c'était en fait du jambon qu'il y avait dans cette boîte. Il en a parlé aux autres ouvriers qui ont décidé de souder le train aux rails pour l'empêcher de repartir.

Un deuxième fait m'a été rapporté juste avant mon départ par une femme qui connaissait directement celui à qui c'est arrivé. Du côté de Poznan, dans un petit village qui s'appelle Czerwonka, près de Wągrowiec, un paysan vendait, pendant la période des J.O., ses cochons. Au moment où il les faisait monter dans le camion, l'un des cochons s'enfuit. Le paysan s'est alors écrié : «De toute façon, tu vas pas assez vite pour aller jusqu'à Moscou». Qui l'a entendu? On ne le sait pas, mais la milice a été informée. Le paysan a été convoqué au tribunal qui lui a infligé une amende de 7 000 zlotys, ce qui équivaut à deux mois de salaire pour un ouvrier. On lui a dit aussi qu'il ferait mieux de mesurer ses propos.

Tandis que Lech Walesa dénonce les entraves dressées contre la mise en place des syndicats indépendants, la presse soviétique entonne un air inquiétant. Elle accuse «les ennemis de la Pologne populaire» de vouloir «refaire la carte de l'Europe». N'est-ce pas une façon de préparer l'opinion à une intervention pour «protéger» la Pologne, comme l'ont été la Tchécoslovaquie puis l'Afghanistan? La vigilance reste donc nécessaire et la solidarité avec la classe ouvrière polonaise ne doit pas se démentir.

Nous avons rencontré un militant syndical roubaisien (CFDT) qui a passé plusieurs jours sur les lieux de la grève. D'origine polonaise, il séjourne régulièrement en Pologne. Il a bien voulu répondre à nos questions.

La pénurie alimentaire et la tension sociale qui étaient déjà très fortes les années précédentes, ont donc été accentuées par les J.O.

■ Quelle était l'organisation concrète de la grève? Comment fonctionnait le système de délégués, l'organisation de l'occupation? Quels rapports y avait-il avec la population?

La situation des villes dans lesquelles ont eu lieu les grèves était très différente de celle du reste de la Pologne où les grèves furent très ponctuelles.

Pour ce qui est des grèves en dehors de Gdansk et Szczecin, elles n'étaient pas perçues à l'extérieur puisque les ouvriers s'enfermaient dans l'usine. Cette situation était assez fréquente hors de

Gdansk et de Szczecin.

Ce qui était différent à Gdansk et Szczecin, c'était l'ampleur du mouvement. Un grand nombre d'ouvriers était en grève, avec des entreprises très importantes. Ce qui m'a frappé en arrivant à Szczecin, c'était de voir un véritable désert; les chantiers navals, les grues étaient arrêtés, la ville était pratiquement morte : pas de tramways, pas de bus, énormément de gens à pied. Il y avait aussi très peu de voitures à cause des difficultés d'approvisionnement en essence. J'ai aussi traversé la zone industrielle où j'ai vu un nombre impressionnant de boîtes en grève, avec leurs grilles ornées de fleurs, de panneaux où était écrit le mot *strajk* (grève) et aussi : «Nous

soutenons les revendications du comité de grève inter-entreprises».

A Szczecin, j'ai pu entrer dans une de ces usines en grève, un chantier de réparation navale de 1 000 ouvriers. Le comité de grève de cette boîte comprenait 21 membres, élus par les travailleurs de l'entreprise, qui proposaient des gens de leur atelier. Il y avait donc eu un vote, sans doute à main levée. Les membres du comité de grève siégeaient en permanence dans un local de l'usine dans lequel on m'a introduit. Deux de ces délégués avaient séjourné en France et parlaient très bien le français.

Le comité de grève était partagé en commissions : la commission information récupérait les informations auprès du comité inter-entreprises de grève qui siégeait en permanence dans le plus grand chantier naval de Szczecin, le chantier Warskie, qui compte 12 000 ouvriers. Une autre commission s'occupait des aspects sociaux : alimentation, logement. Aussi, une commission transport qui avait réquisitionné des camionnettes, utilisées par exemple pour transporter les militants; une commission qui s'occupait des

piquets de grève, donc de la garde de l'entreprise. Son rôle était important puisque la décision avait été prise en assemblée générale d'occuper l'usine, sans laisser entrer ni sortir personne, à moins d'avoir l'autorisation du comité de grève. Pendant l'occupation, un des ouvriers avait essayé de sortir de l'usine. Rattrapé par d'autres ouvriers alors qu'il essayait de franchir la palissade, il avait été vivement secoué et enfermé ensuite dans une pièce.

En fait, la même décision a été prise dans toutes les usines, pour tous les comités de grève : c'est de rester enfermé, pour éviter toute provocation et toute intervention de la milice comme en 70. Il fallait aussi éviter la sortie d'éventuels indicateurs : d'après ce que l'on m'a dit, il y avait des stocks d'armes dans les chantiers Lénine de Gdansk et les ouvriers étaient maîtres de ces stocks. Il valait donc mieux éviter qu'un certain nombre de choses soient connues à l'extérieur. C'est pourquoi la discipline était assez rigoureuse.

Entre les différentes usines, il y avait une communication permanente.

■ Ces nouveaux militants syndicaux, d'où viennent-ils? Dans l'usine dont tu parles, en temps normal, il y a l'appareil du parti, des syndicats. Que sont devenus ces gens-là? Étaient-ils parmi les délégués élus?

Il y avait un membre du parti dans les 21 délégués; les autres n'y étaient pas. Par contre, seuls deux ou trois ouvriers sur l'ensemble de l'entreprise n'étaient pas syndiqués au syndicat officiel, pratiquement obligatoire. Le syndicat officiel s'occupe du partage des bons, de colonies de vacances; ceux qui n'y étaient pas perdaient tout cela.

Sans se rencontrer à l'extérieur, sans réunion, les ouvriers pouvaient se juger d'après leur attitude par rapport au parti, au syndicat officiel. On faisait confiance à Untel parce qu'il n'avait jamais trahi, qu'il n'était pas fayot, etc.

Parmi les délégués, deux au moins avaient déjà fait partie du comité de grève de 70. D'autres étaient très jeunes (23-24 ans).

Le KOR (Comité de défense des ouvriers) a joué un rôle dans la préparation du mouvement, par des universités libres, des interventions après 70. Les luttes de 70 constituent aussi un acquis. C'est ainsi qu'à Gdansk, une des premières revendications a été l'édification d'un mouvement pour les martyrs de 70. C'est aussi de là que vient l'exigence de discipline.

■ Que penses-tu de l'accord, qui est un compromis entre le gouvernement et les grévistes?

Au niveau des acquis, tous n'ont pas la même im-

portance. La retransmission de la messe par la télé, ce n'est pas la même chose que des revendications à caractère directement politique (les syndicats indépendants, par exemple). Il y a aussi des aspects économiques importants qui montrent le réalisme et la justesse du mouvement : par exemple, les dénonciations des inégalités actuelles entre travailleurs et miliciens. Au niveau des indemnités familiales en particulier, je peux donner un chiffre : un gars du comité de grève à Szczecin touchait pour 3 enfants et sa femme quand elle ne travaillait pas, 310 zlotys par mois, alors qu'un milicien touche, simplement pour sa femme quand elle ne travaille pas, 1 000 zlotys par mois et entre 600 et 1 200 zlotys par enfant. L'abolition de cette injustice a été revendiquée. D'autres revendications sont moins connues ici. Ainsi, il y a un an ou deux, la Pologne avait envoyé quelqu'un dans l'espace. Dans le cadre de ce qui s'appelait «l'opération intercosmos», un astronaute polonais était parti dans une fusée russe. Cette opération de prestige a coûté très cher et les Polonais n'ont pas digéré cela : ils ont demandé l'arrêt des dépenses inutiles type «Ermanovski».

Les revendications alimentaires sont fort importantes aussi : suppression des magasins spéciaux, etc. Il faudra bien sûr voir ce qu'il en est de l'application, mais étant donné le rapport de force, il sera difficile pour le pouvoir de revenir en arrière.

■ La crise économique en Pologne ne risque-t-elle pas de s'aggraver?

Je crois que la crise économique va s'accroître. La Pologne pourrait être riche. Il y a des matières premières, du charbon, du pétrole. D'ailleurs, on m'a cité le cas d'une ville, près de la frontière russe, où l'on aurait trouvé des réserves assez importantes de pétrole. Mais l'URSS s'oppose à l'exploitation de ces puits parce que ça compromettrait le système actuel d'échanges. Beaucoup de gens m'ont cité le nom de la ville, que j'ai oublié : l'information semble sérieuse. Par ailleurs, la Pologne a des terres assez riches, mais il y a des problèmes dans l'agriculture : 60 à 70% des terres sont des propriétés privées. Dans ma famille, il y a des paysans qui possèdent 4 ou 5 ha au maximum. Si l'économie était prise en main par la classe ouvrière, il serait possible d'arriver à l'autosatisfaction. Il y a les conditions de l'indépendance, mais la pression soviétique fait que les principales richesses sont exploitées par les Russes. Je pense aux grands complexes sidérurgiques de Cracovie et Katowice, qui ont été construits avec les pierres polonaises, la sueur polonaise, mais par les ingénieurs russes et la production va en URSS. Cela, c'est la «nouvelle division internationale du travail» à l'intérieur du Comecon et les Russes n'admettront pas qu'on la remette en question.

Ces problèmes-là n'apparaissent pas dans les revendications. Ils n'ont pas été abordés par le mouvement actuel, mais ils se poseront un jour ou l'autre.



## ORLEANS

## La droite perd 9,92%

Malgré le faible taux de participation, un scrutin qui voit une

progression globale de l'opposition

en mettant en présence à peu près tous les points de vue politiques

existant dans le mouvement ouvrier mérite qu'on s'attarde à l'analyser

Dimanche 21 avait lieu le premier tour des élections municipales partielles destinées à élire quatre conseillers municipaux. Sept listes étaient en lice : une liste de droite (UDF, RPR) soutenue par l'actuel conseil municipal, une liste de « centre droite » et cinq listes d'opposition (PS-MRG, PCF, PCML, LO, LCR). Ces listes ont obtenu :

UDF-RPR	8700 voix	45,02%
PS-MRG	4986 voix	25,80%
PCF	2262 voix	11,71%
Liste centre-droite	1784 voix	9,23%
LO	772 voix	4,00%
PCML	414 voix	2,14%
LCR	405 voix	2,10%

Les journaux locaux du lundi soulignaient la faible participation des électeurs à ce scrutin (35,26% contre 52,5% lors des élections municipales partielles en avril 78). L'importance des abstentions était mise par certains observateurs sur le compte de la fréquence des consultations électorales depuis 77. Six consultations ont eu lieu en trois ans : municipales 77, législatives 78, municipales partielles 78, cantonales et européennes 79, élections prud'homales. Enfin, le fait que ce scrutin ne permettait pas de modifier la majorité du conseil municipal a pu conduire de nombreux électeurs à ne pas aller voter.

Ce faible taux de participation ne doit pas néanmoins masquer la signification des votes exprimés. En mettant en ballotage la liste soutenue par le conseil municipal en place, les habitants d'Orléans ont manifesté leur mécontentement.

Au second tour, qui aura lieu dimanche prochain, les électeurs devront choisir entre la liste (UDF, RPR) conduite par J.L. Bernard et celle du PS-MRG conduite par M. de la Fournière.

## UN GRAND PERDANT : LA « DROITE »

C'est net, la liste de droite ne bénéficie pas d'un large soutien parmi les habitants d'Orléans. C'est la conséquence de sa politique qui s'élabore en dehors des aspirations des orléanais, pour les seuls profits d'une minorité de nantis. Elle perd 9,92% par rapport à 1978. La gauche (PCF, PS, MRG) progresse globalement de 4,33%, la gauche prônant la révolution progressant de 4,92%.

La raison du recul de la droite comme de la progression de l'opposition, toutes forces confondues, s'explique donc aisément.

Sa politique est manifestement impopulaire, à la limite provocatrice, en plaçant en permanence les intérêts cupides des financiers au-dessus des aspirations populaires.

## UNE OPPOSITION EN PROGRESSION...

Le faible taux de participation rend l'analyse politique des résultats délicate, c'est vrai. Nous ne sommes pourtant pas de ceux qui

considèrent ce scrutin sans signification, bien au contraire. Il reflète globalement et d'une façon assez correcte les différents points de vue, appréciations que chacun peut rencontrer dans ce que nous considérons être le mouvement ouvrier.

Le fait marquant des résultats des forces d'opposition, c'est sans nul doute le recul du PCF. Seule la liste du PCF perd 1,2% alors que l'ensemble des autres formations progresse. En obtenant 8,23%, l'extrême-gauche se situe à 3,5 points du PCF, ce qui n'est pas sans susciter bon nombre de réflexions.

La palme de la progression des formations d'opposition revient à la liste PS-MRG. En progression de 5,54%, cette liste est de loin la première liste de gauche, recueillant 4 986 voix.

Le PS a mené une campagne très « municipale », s'efforçant de bâtir les fondements d'un futur programme de gestion municipale à partir d'une critique de la politique suivie depuis 77, critique qui n'a pas dû laisser insensible l'électorat populaire d'Orléans regroupé dans de nombreuses associations de défense.

S'efforçant de ne pas enfermer sa propagande électorale dans une polémique stérile avec le PCF, le PS s'est démarqué d'une « campagne spectacle », se souciant au contraire de prendre en considération certaines aspirations des orléanais. Cela a conduit le PS à se tenir volontairement à l'écart des grandes questions qui sont au cœur du débat politique national et qui marquent déjà la campagne des présidentielles. C'est sans nul doute la clé du succès électoral du PS, succès acquis au détriment de la clarification que réclament les travailleurs.

La liste de LO connaît une progression de 3,64%. Appelant essentiellement les électeurs à manifester leur opposition à la droite et à exprimer leur désapprobation des politiques suivies par le PS et le PCF et leur division, il n'est pas étonnant de voir un nombre croissant d'électeurs porter leur suffrage sur cette liste. Les travailleurs en ont effectivement assez des divisions de la gauche alors que l'offensive de la bourgeoisie fait rage. Aux yeux du PCML, cette campagne électorale de LO n'a pas offert les perspectives politiques d'action attendues par les travailleurs. Le but n'est pas d'accumuler des voix sur un « ras l'bol » suscité par la division de la gauche, l'heure est à la définition d'une orientation susceptible d'unir les masses dans l'action de classe, conformément à la situation. Aussi, si le score de LO montre l'insatisfaction de nombreux électeurs, il les laisse sans perspective et ne peut conduire qu'au découragement.

La LCR voit, elle aussi, son score progresser de 1,45%. La LCR, en axant sa campagne sur la nécessité d'un accord PCF, PS pour reconstruire un semblant d'unité, a rassemblé autour de sa liste les électeurs qui nourrissent à l'égard de la défunte Union de la

gauche encore trop d'illusions. La progression du nombre de voix recueillies par cette formation montre en fait la persistance des illusions et ce n'est pas l'adjonction à celles-ci d'un discours révolutionnaire, doublé d'un appel au désistement sans principe qui va répondre à tous ceux qui recherchent et s'efforcent de définir une ligne d'action de classe contre la politique giscardienne et contre les menaces de guerre qui pèsent au plan international.

Le rôle d'une organisation politique, c'est de proposer au prix de sa crédibilité une orientation susceptible d'éclairer l'action des travailleurs vers l'avenir et permettre à de nombreux travailleurs de s'identifier à cette orientation. C'est ce que recherche le PCML, c'est ce qu'il s'est efforcé de faire lors de cette élection. Avec une progression de 1,24% de son influence, il se situe au deuxième rang des formations dites « d'extrême-gauche ».

S'efforçant de lier la critique de la gestion municipale à la présentation d'une analyse de la réalité susceptible de susciter l'action des travailleurs, et de son influence électoral. Ne cachant rien de son orientation politique, agissant cartes sur table et osant évoquer les grandes questions au cours de ce scrutin, cette progression est un encouragement et récompense l'activité de ses militants. Ses idées progressent. La compréhension du monde tel qu'il l'analyse est de plus en plus partagée par les travailleurs. L'aspiration à une authentique unité d'action contre Giscard-Barre et contre les menaces de guerre, l'attachement à une ligne de lutte de classe opposée à tout consensus, trouvent dans ce score du PCML une expression qui doit nous conforter et nous encourager à persister dans nos efforts.

Reste le PCF qui perd 1,20%. Il n'est pas habituel de voir l'électorat du PCF désertier la participation aux élections. Les électeurs qui votent PCF sont attachés pour leur écrasante majorité à la lutte contre Giscard-Barre, contre la droite. Alors, pourquoi ce vent d'abstention, pourquoi cette perte d'influence qui se chiffre, par rapport à 1978, à 1 632 voix.

De notre point de vue, il faut voir là le désaveu d'une politique. Disons tout de suite que ce ne sont pas les positions dures, de lutte, du refus du consensus, qui ont effrayé et écarté les électeurs du PCF. Ou, sinon, comment expliquer la progression de l'extrême-gauche qui a la réputation de défendre des positions dures ?

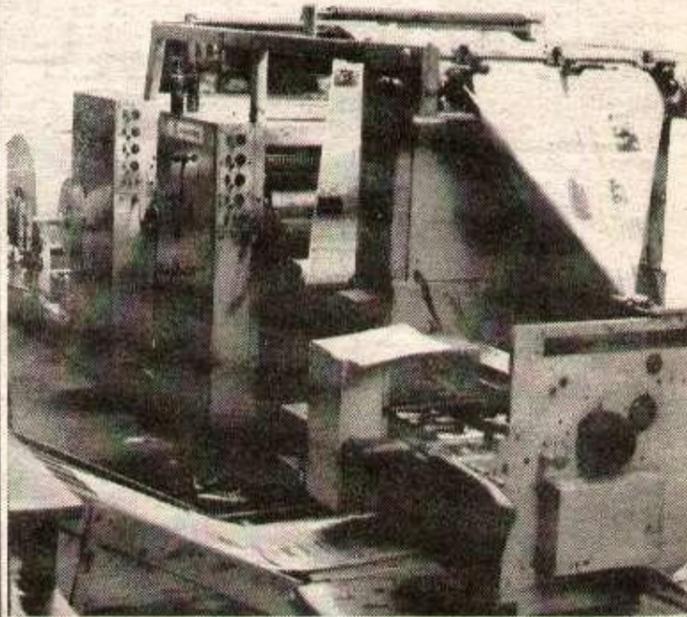
En réalité, les électeurs ont exprimé leur désaccord sur l'analyse et la ligne d'action du PCF.

Ce qui passe de plus en plus mal aujourd'hui, c'est de voir le PCF emboîter le pas de l'URSS et la soutenir dans ses aventures militaires en Afghanistan ou ailleurs, réalisant pas à pas sa politique d'expansion impérialiste.

Ce qui passe de plus en plus

61 173F recueillis au  
22 septembre 1980. Pour  
atteindre au plus vite les 100 000F

SOUSCRIVEZ !



Total précédent		59 313
	Montargis	150
	Tours	10
	Nord-Marseille	643
Souscription	Paris	60
Supplément à réabt hebdo	T.G.	Angers
Supplément à réabt hebdo	N.G.	60
Supplément à réabt hebdo	G.R.	Annemasse
Supplément à réabt hebdo	G. Ch.	Corse
Supplément à réabt hebdo	M. Cl.	Toulouse
Supplément à réabt hebdo	L.C.	Roscoff
Supplément à réabt hebdo	B.M.	Isère
Supplément à réabt hebdo	L.	Paris
Supplément à réabt hebdo	P.	Ris-Orangis
Supplément à abt 4 mois	M. Ph.	Isère
Supplément à réabt hebdo	B.A.	Agen
Supplément à réabt hebdo	C.G.	Orne
Supplément à réabt hebdo	P.H.	Toulouse
Cellule du PCML Aurore		Massy
Nos camarades vétérans du PCF		
CP du PCML Eugène Varlin	Région parisienne	100
Cellule du PCML Burrekrieg	Strasbourg	24
	J.C.C.	Bordeaux
		200
Nouveau total au 22/9/1980		61 173

mal, c'est de le voir œuvrer à la division, incapable de réaliser concrètement une véritable unité à la base et dans l'action.

Enfin, après ces résultats, le PCF peut-il encore prétendre être le seul parti à lutter contre Giscard ?

Pour nous, la situation actuelle appelle au développement d'une véritable unité d'action à la base, contre Giscard-Barre, contre tout consensus, où chaque travailleur puisse trouver sa place quelle que soit son appartenance politique. De plus, l'analyse internationale du PCF, son refus de reconnaître dans l'URSS une puissance expansionniste, impérialiste, tend à couper progressivement ses militants des travailleurs qui ont l'occasion de voir chaque jour s'accumuler des faits, des comportements qui accusent l'URSS d'ennemi des peuples.

Aux militants du PCF, nous disons encore une fois : unissons nos efforts pour comprendre et essayer d'y voir clair, ensemble, dans l'action, sur la base de notre volonté de servir les intérêts de la classe ouvrière et des peuples. En

dehors de cette attitude, il n'y a pas de salut pour la classe ouvrière.

Dimanche prochain, ce sera le second tour. Quelle que soit la décision des électeurs qui lui ont fait confiance au 1er tour, le PCML respectera leur choix. En tant que parti, la décision a été prise de tout mettre en œuvre afin que le plus large front commun se réalise contre les représentants du capital. Pas à n'importe quel prix, bien entendu. Une rencontre a été proposée au PS pour réaliser un accord correct de désistement, conforme aux aspirations exprimées par de nombreux travailleurs et leurs associations. Cela étant, nous restons fermement attachés à l'idée que seules les luttes de classes, celles où se réalisent la plus large unité à la base, celles qui rassemblent militants du PCF, du PS, de la CGT, de la CFDT et des autres formations dans un seul et même combat, seront les véritables garants de nos succès revendicatifs et politiques et constitueront par là-même le plus efficace contrôle sur ceux autour de qui les travailleurs rassembleront leurs suffrages.

# LUTTER POUR PRODUIRE FRANÇAIS ?



Ces derniers temps, le mot d'ordre *Produisons français* est revenu au centre de la politique du PCF. Celui-ci cherche à en faire un des objectifs essentiels des luttes ouvrières. Il faudrait donc lutter pour produire français. Cela correspond-il aux intérêts des travailleurs? Nous ne prétendons pas ici faire le tour de cette question, mais simplement en éclairer quelques aspects.

## Déclin ou concurrence acharnée ?

Le mot d'ordre *Produisons français* est sous-tendu par une analyse selon laquelle la politique giscardienne se caractériserait par la liquidation de l'économie nationale : ce serait une politique de déclin qui conduirait à la soumission à l'Allemagne et aux USA. C'est ainsi, par exemple, qu'en juin 1979, alors que les travailleurs de Renault véhicule industriel (RVI) étaient en grève, le PCF avait pour revendication : « la défense du poids lourd français » et *L'Humanité* du 8 juin écrivait : « Les métaux de RVI subissent les conséquences du choix fait par le gouvernement : brader l'industrie nationale au profit, notamment, de trusts allemands, tel Mercedes ». Dans *L'Humanité rouge*, nous écrivions alors : « Nous ne pensons pas qu'il soit exact de dire que la politique gouvernementale consiste à "brader l'industrie nationale au profit de trusts allemands". Là comme ailleurs, nos capitalistes, privés ou d'Etat, défendent leurs propres intérêts et non ceux de leurs collègues allemands ou autres... "Défendre le poids lourd français" nous semble une orientation bien dangereuse, qui, si elle était appliquée dans toutes ses conséquences, conduirait les ouvriers à se battre dans la même tranchée que leurs exploiters, contre les concurrents étrangers... Le mot d'ordre des ouvriers de RVI ne peut pas être : "Défendons le poids lourd français" mais "Défendons nos salaires et notre emploi!" ».

Un an plus tard, en juillet 80, on apprenait que la production française de poids lourds avait augmenté de 21,7% pour les six premiers mois de l'année, les exportations de 46,7% et que la part de RVI sur le marché intérieur était passée de 41% en 1979 à 43% en 1980, tandis que les exportations ont augmenté de 56%. Comme on le voit, M. Zanotti, directeur de RVI, a su défendre le poids lourd français... sur le dos des ouvriers de RVI et en supprimant des emplois.

Pour être exact, il faut dire que le PCF semble moins insister aujourd'hui sur l'idée de « soumission », mise à mal par les faits. C'est ainsi que Philippe Herzog (1) écrivait récemment : « Les groupes capitalistes privés se "redéploient" ... Avec leurs compères étrangers, ils s'adaptent à un marché rétréci à cause des politiques de chômage et d'austérité. Chacun casse ou brade ce qu'il juge le moins rentable. Ensemble, ils se répartissent les marchés les plus profitables, même si cela ne va pas sans contradictions et bousculades » (*L'Humanité*, 24 août).

Comme on le voit, il n'y a plus ici l'idée de soumission aux intérêts étrangers, mais bien plutôt l'idée, exacte celle-là, que la bourgeoisie agit pour ses intérêts propres, en fonction de la recherche du profit. Philippe Herzog nous dit même que les compères étrangers de nos monopoles agissent de la même façon qu'eux. Faudrait-il en conclure qu'il y a non pas une politique de déclin giscardienne mais une politique de déclin de toutes les bourgeoisies? Ou bien plutôt, et cela nous semble plus conforme aux réalités, que toutes les bourgeoisies agissent tout simplement selon la même loi : la recherche du profit?

Bien que la thèse du « déclin de la France » soit, comme on le voit, difficile à soutenir, le PCF n'en continue pas moins à prôner l'orientation qui en découle : *Produisons français*. Orientation qui se situe dans le cadre de la concurrence que se mènent les monopoles pour la conquête des marchés.

## Comme une odeur de chauvinisme

Pour le PCF, l'ennemi ce sont les importations. A ce sujet, Anicet le Pors, dans un livre récent intitulé *Marianne à l'encaen*, écrit : « Les économies d'importation peuvent sans doute être décrétées mais il est évident qu'étant donné qu'elles ne seront pas mises en œuvre spontanément au niveau de la direction des entreprises privées, c'est essentiellement de l'action des travailleurs et de celle des entreprises publiques qu'elles peuvent résulter ». De son côté, Georges Marchais déclare : « Il faut renforcer les capacités de production dans les secteurs où nous sommes les plus vulnérables pour pouvoir diminuer les importations » (p. 152, *L'espoir au présent*).

De telles orientations ne sont pas si éloignées que l'on veut bien nous le dire de celles du CNPF. C'est ainsi qu'en avril dernier, Ceyrac s'adressant au patronat dé-

clarait : « La reconquête du marché intérieur est un impératif dans tous les secteurs où cela est possible ».

Par contre, on se félicite de l'augmentation des exportations françaises; c'est ainsi que Georges Marchais écrit : « Renault prouve la capacité technique et la rentabilité d'une entreprise nationale, y compris à l'exportation ».

Dans le domaine de l'aéronautique, voici ce qu'on peut lire dans le numéro de septembre d'*Economie et politique* : « Les luttes des salariés de l'industrie aéronautique et du transport aérien - avec le soutien d'une opinion publique qui ressent que la France, berceau de l'aviation, se doit de disposer d'une aéronautique puissante et en progrès continu - ont contraint le gouvernement à des reculs importants qui se sont traduits par la percée commerciale de l'Airbus A 300 et le lancement de la version raccourcie A 310. Dans le domaine des moteurs, le CFM 56, réalisé en coproduction entre la SNECMA et General Electric (USA) permet à l'industrie française de pénétrer et de s'affirmer sur le marché mondial des turbo-réacteurs civils ».

Comme on le voit, il y a exportation et exportation. On dénonce celle qui vient des pays étrangers vers la France, par contre on considère comme un succès celle qui va de la France vers l'étranger.

Que l'on réfléchisse aux conséquences qu'aurait une telle attitude si les ouvriers des différents pays la reprenaient à leur compte en la généralisant. S'ils fixaient comme but à leurs luttes de développer la production et les exportations de l'industrie de leur pays, tout en combattant les importations étrangères. Ils seraient entraînés dans la guerre économique que se livrent entre eux les capitalistes pour la conquête des marchés.

Une telle orientation tourne le dos à la solidarité entre les travailleurs des différents pays, en fixant comme cible les importations et non les capitalistes de chaque pays. Elle tourne le dos à une solidarité d'autant plus nécessaire face aux multinationales et aux mesures prises au niveau européen.

Au lieu de s'unir entre eux, les ouvriers des différents pays s'uniraient à ceux qui les exploitent. Comment qualifier tout cela autrement que de chauvinisme?

Quant à l'idée selon laquelle le renforcement de l'industrie française permettrait de défendre l'emploi, elle est très largement démentie par les faits. Tandis que l'industrie française devenait le 3e exportateur mondial et la 5e puissance industrielle mondiale, l'industrie française, loin de créer des

emplois en supprimait (267 000 entre 1974 et 1977). Dans une entreprise telle que Renault, tandis que les effectifs passaient de 110 485 à 106 964 du 1er janvier 1978 au 31 octobre 1979, la production elle, augmentait de 13,1% de 1978 à 1979.

## Augmenter la production, est-ce créer des emplois ?

Le 24 juillet dernier, Claude Poperen, membre du Bureau politique du PCF, tenait une conférence de presse pour exposer les propositions du PCF dans l'automobile. Il indiquait qu'elles avaient pour but de « renforcer cette composante essentielle de la puissance industrielle française ». Pour ce faire, il déclarait en particulier : « La perspective, c'est la mise en œuvre à grande échelle de l'automatisation, ce qui implique l'existence en France d'une solide industrie des machines-robots, des machines automatiques et plus généralement de biens et d'équipements de haute-performance ». Or, les capitalistes n'ont pas attendu Claude Poperen pour automatiser la production automobile et l'on sait que Renault a développé de façon importante la robotique. Cette mécanisation de la production qui va aller en s'accroissant est pour les capitalistes le moyen de réduire les coûts en main d'œuvre, d'augmenter la productivité. Cela se traduit par des suppressions d'emplois.

Comment les ouvriers de l'automobile pourraient-ils lutter pour cela? Claude Poperen préconisait également la nationalisation de Peugeot-Citroën-Talbot et ajoutait : « Sur cette base pourrait se développer une coopération efficace entre les sociétés publiques françaises de l'automobile ». Le PCF ne propose là rien d'autre que la concentration de la production, dont on sait qu'elle signifie, elle aussi, suppression d'emplois.

Quand Claude Poperen, dans cette conférence de presse, déclare que les menaces sur l'emploi dans l'automobile seraient dues à une politique de « déclin national dans ce secteur essentiel à la vie de la nation », il tient des propos contraires à toutes les réalités. S'il y a en France aujourd'hui une menace sur l'emploi, c'est parce que, dans une situation où le marché s'est rétréci, les capitalistes veulent défendre et renforcer des positions déjà fortes, face à la concurrence. Le rythme de développement de l'industrie automobile française a été, avec celui du Japon, le plus

rapide dans le monde : 130% au cours des dix dernières années.

Et, au fait, pourquoi ne dirait-on pas que les capitalistes américains, eux aussi, bradent l'industrie automobile puisqu'aujourd'hui un ouvrier de l'automobile sur trois est au chômage? La vérité, c'est qu'aujourd'hui, pour les différents capitalistes de l'automobile, renforcer ses positions cela signifie restructurer l'appareil de production et recourir à des licenciements.

Se situer dans la même logique, cela conduit soit à préconiser des mesures semblables aux leurs, soit à être incohérent.

## Quels seraient les bénéficiaires d'un tel mot d'ordre ?

Défendre l'emploi et développer les capacités productives sont deux choses fort différentes et souvent opposées dans le cadre du système capitaliste. Mettre en avant la défense de l'industrie française, du renforcement de la production, ce n'est pas défendre l'emploi. C'est mettre les travailleurs en position de faiblesse face aux capitalistes, car c'est créer de fait l'idée d'une communauté d'intérêts entre capitalistes et travailleurs face à la concurrence.

Défendre les intérêts des travailleurs, c'est mettre en avant la défense de l'emploi, créer un rapport de force pour s'opposer aux licenciements. La logique de la recherche du profit maximum est ce qui guide le fonctionnement de l'économie capitaliste. La politique du PCF prétendant introduire une autre logique économique dès aujourd'hui escamote le fait que ce sont les capitalistes et leur Etat qui contrôlent l'économie. Passer à une économie qui ne soit plus guidée par la recherche du profit maximum mais par la recherche de la satisfaction des besoins du peuple, cela suppose la prise du pouvoir par les travailleurs car eux seuls, et seul leur pouvoir, peuvent définir ces besoins. Alors, et alors seulement, se battre pour la production prend un sens profondément conforme aux intérêts des travailleurs; ils en deviennent bénéficiaires. Par contre, la démarche du PCF, si elle devait être suivie par les travailleurs, risquerait fort de se traduire pour eux par des déceptions et par des profits pour les capitalistes.

Pierre BURNAND

(1) : Philippe Herzog, économiste du PCF, membre du Bureau politique depuis le XXII<sup>e</sup> congrès.

# Michel Bühler Une chanson qui rassemble



La Suisse, je me l'imaginai comme le pays du chocolat au lait et du secret bancaire. Curieusement c'est à l'Olympia, le temple du show business, installé dans un fauteuil de velours cramoisi que j'ai découvert grâce à Michel Bühler un autre visage de la Suisse.

La réalité qu'évoque Michel Bühler dans ses chansons c'est celle de ses proches, celle de son père, celle des travailleurs, c'est aussi la nôtre.

Voilà pourquoi le courant passe très bien quand il chante en première partie de Gilles Vigneault à l'Olympia.

« Je dirai le visage de mon pays qui dort (...) Je dirai l'ouvrier qui part au matin blanc (...). Je dirai le bouvier qui revient des champs ». Dès la première chanson, la salle est conquise, la voix un peu rauque de Bühler porte bien, l'accompagnement est très riche, parfois même un peu trop fort. Avec « Mon père », c'est toute la dignité et la colère de l'ouvrier qu'il évoque : « Sans répondre mon père, comme il s'en retournait ramassa une pierre, je suis de son côté », « Rue de la Roquette », « Au bord de la rivière », « Deux qui s'aiment », « Jean d'en haut », c'est Michel la tendresse.

« Roman photo » comme son nom l'indique : une histoire qui finit bien, pour se moquer des romans et des chansons qui font voir la vie en rose, une chanson bien ficelée sur un air de rock avec un Bühler qui s'amuse follement à refaire les jeux de scène des monstres sacrés du rock.

Puis c'est Bühler le voyageur qui interpelle son frère Djamel l'immigré. « Te souviens-tu Djamel des boutots des débuts : balayeur, éboueur, manœuvre sur les chantiers, et la gamelle froide et la chambre exigüe : te voilà installé, mais tout n'a pas changé. » Des travailleurs immigrés au peuple d'Argentine, c'est le même tiers monde qu'il chante : « C'est un faubourg de Buenos Aires ». Pour terminer, un cri d'espoir qui prend toute sa valeur, dans une période un peu confuse, où beaucoup sur la pointe des pieds délaissent le combat. « J'ai toujours le cœur du même côté, la belle folie d'octobre est en moi ».

Des chansons qui rassemblent comme le dit lui-même Michel Bühler dans l'interview qu'il a accordée à L'humanité rouge

Léon CLADEL

\*On trouve les quatre derniers disques de Michel Bühler à la librairie les Herbes Sauvages - 70, rue de Belleville 75020 Paris - au prix de 49 F. Un livre : « Chansons politiques d'aujourd'hui » contient des textes de Béranger, Brua, Bühler, Imago, Mouloudji, Servat, Vigneault. Il est en vente aux Herbes Sauvages au prix de 24 F.

## LES IMMIGRES

Dans la chaleur pesante  
De la salle d'attente  
A Lausanne, une nuit  
Ils sont là vingt ou trente  
Qui somnoient ou qui chantent  
Pour passer leur ennui

Ils ne parlent pas mon langage  
Viennent d'Espagne ou d'Italie  
C'est pas par plaisir qu'ils voyagent

Ils ont dans leur valise  
Un trésor, trois chemises  
Un pantalon usé  
Dehors le froid, la bise  
Râclent la pierre grise  
Et le goudron du quai

Ils viennent bâtir nos barrages  
Nos ponts, nos autoroutes aussi  
C'est pas par plaisir qu'ils voyagent

Leur maison, leur famille  
Leurs garçons et leurs filles  
Ils ont dû les laisser  
C'est la loi qui le dit  
Paraît qu'dans mon pays  
Il y a trop d'étrangers

Leur faudra du cœur à l'ouvrage  
Et puis apprendre à dire oui  
C'est pas par plaisir qu'ils voyagent

Ce qu'ils sont, ce qu'ils pensent  
Ça n'a pas d'importance  
On ne veut que leurs bras  
Et tout ça est normal  
Et tout ça me fait mal  
Ça se passe chez moi

Ils retrouveront leur village  
Quand on n'voudra plus d'eux ici  
C'est pas par plaisir qu'ils voyagent  
C'est pas par plaisir qu'ils voyagent

■ De quoi parles-tu dans tes chansons ?

Avec la chanson on peut tout dire, la chanson c'est comme le cinéma, la littérature, il y a plusieurs genres, les livres politiques, le roman à l'eau de rose. On ne voit que le côté eau de rose de la chanson, style littérature de kiosque de gare (Delly). Moi, je parle de choses qui me touchent, qui m'émeuvent et dont j'ai envie de parler.

Je ne choisis pas ces sujets, de fait ils s'imposent à moi, c'est une histoire d'amour ou l'histoire de mon père. Il faut que je sois profondément ému par un truc ou que j'ai une grosse colère comme pour la chanson du « 23 mars ». Je parle des gens simples, des gens d'aujourd'hui, que je côtoie. J'habite en Suisse, dans un village ouvrier qui se dépeuple au fur et à mesure que les patrons ferment les usines. On ne parle bien que de ce qu'on connaît bien.

J'ai fait la chanson sur les immigrés à l'époque des référendums qui ont eu lieu en Suisse en vue d'expulser les immigrés. C'est un peu ma façon d'apporter ma pierre à la campagne contre le référendum. « Djamel », je l'ai écrite en pensant à Djamel Allam et à d'autres copains algériens. Quand tu chantes, tu es amené à beaucoup voyager, une des catégories de personnes qu'on rencontre le plus souvent dans les gares, se sont les travailleurs immigrés. Les immigrés : c'est une des faces de l'exploitation du Tiers Monde, très peu ressentie en Suisse comme en France. Notre société vit sur le dos du Tiers Monde. On ne vit pas dans un pays, on vit sur une planète.

■ Tu passes à l'Olympia, tu commences à être connu, est-ce que tu vas mettre de l'eau dans ton vin, changer les thèmes de tes chansons, comme font nombre de chanteurs une fois qu'ils ont accès à une large diffusion ?

Ce n'est pas encore la notoriété qui me tourne la tête. Je n'ai pas envie de changer. J'ai moins de succès que si je faisais du rock ou si je chantais les malheurs d'un loupard ou d'un zornard. Autant que possible, il ne faut pas se renier, ne pas perdre espoir.

■ Qu'est-ce que c'est pour toi la chanson ?

Je ne prétends pas changer le monde par mes chansons. Je vais un peu à la pêche, pour provoquer une certaine prise de conscience des gens par mes chansons, pour toucher des personnes qui n'ont pas réfléchi à des problèmes qui se posent réellement dans la vie. Un des effets, c'est de réveiller quelqu'un qui sommeille, un autre, c'est de rassembler, de redonner espoir, afin que les gens se disent : « Je ne suis pas seul à penser ça ». Même en Suisse, les gens ressentent ce que je raconte. Il y a de plus en plus de monde dans mes spectacles. L'an dernier à Genève où je donnais une série de galas, je sortais d'un bistrot, un petit vieux m'aborde et me dit : « Excusez-moi, c'est vous qui dites tout haut ce qu'on pense tout bas. »

■ Comment es-tu venu à la chanson ?

J'ai commencé à chanter toutes sortes de chansons comme aujourd'hui, des chansons d'amour, d'autres chansons. Il nous faut parler avec nos mots, nos personnages. J'essaie de mettre ce que je vis dans mes chansons.

Cela fait onze ans que je vis de la chanson. En France, j'ai d'abord fait les cabarets, puis depuis cinq ou six ans, le circuit des Maisons de jeunes. Les gens qui viennent me voir en France, s'imaginent qu'en Suisse il n'y a que des banquiers ou des bergers. Involontairement, je me fais un peu l'agent de l'office du tourisme, qui malheureusement ne me rétribue pas. Les gens me disent : « On n'aimait pas la Suisse, maintenant on a envie d'y aller. »

■ Chantes-tu devant les ouvriers en grève ?

J'aime bien faire ça, de suite le courant passe avec le public, pas besoin d'explication. Les gens comprennent du premier coup ce que je chante et ce que je dis.

■ Tu as participé aux 6 heures sur l'Afghanistan, que penses-tu de ce que fait l'URSS là-bas ?

Oui c'est vrai, j'ai participé aux 6 heures sur l'Afghanistan, d'ailleurs ça m'a valu d'être critiqué par mes copains communistes. Pour moi, il n'y a pas de bonne guerre, sauf bien sûr les guerres de libération. Mais je n'ai pas l'impression que l'URSS fasse là-bas une guerre de libération. Il n'y a pas de bonnes interventions étrangères.



Photos ANNE